JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

PARAISSANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

Destinations	Abonnement						ABONNEMENTS, ANNONCES ET AVIS DIVERS
	1 an		6 mois		3 mois		
	Ordin.	Avion	Ordin.	Avion	Ordin.	Avion	
Togo.....	6 000	—	3 300	—	1 725	—	Pour les abonnements, annonces et réclamations, s'adresser à l'EDITOGO BP 891 — Tél. 21-37-18 — Fax (228) 21-61-07 LOME. Les abonnements et annonces sont payables d'avances
France, Afrique.....	—	8 400	—	4 620	—	2 415	
Autres pays.....	—	12 000	—	6 600	—	3 450	

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION :

CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE — TEL : 21-27-01 — LOME

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

DECRETS

PRESIDENCE

1997

7 mai — Décret n° 97-71 MENR SP portant nomination au ministère de l'Education Nationale et de la Recherche	297
7 mai — Décret n° 97-72 PR portant nomination	297
7 mai — Décret n° 97-73 PR portant nomination	297
7 mai — Décret n° 97-74 PR portant nomination	298
7 mai — Décret n° 97-75 PR portant nomination	298
7 mai — Décret n° 97-76 PR portant nomination	298

MINISTRE DE LA DEFENSE NATIONALE

1997

Décisions portant radiations	299
Décisions portant exclusions	299

MINISTRE DE L'INTERIEUR ET DE LA SECURITE

1997

16 mai — Arrêté n° 101/MIS portant avancement d'échelon	300

MINISTRE D'ETAT, CHARGE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

1997

12 mai — Arrêté n° 82/MEF/LNT fixant l'émission et le programme du tirage de la tranche Commune Entente 1997 de la Loterie Nationale Togolaise	300
12 mai — Arrêté n° 84/MEF/DE portant dérogation individuelle	301
9 mai — Décision n° 398/MEF/DF/DCO autorisant paiement de la somme au profit de M ^e EKOUE Tomety, huissier de Justice à Aného	301
9 mai — Décision n° 400/MEF/DF/DCO autorisant paiement de la somme représentant la contribution volontaire du Togo au centre Régional des Nations Unies pour la Paix et le Désarmement en Afrique	301
9 mai — Décision n° 401/MEF/DF/DCO autorisant déblocage de crédit mis à la disposition du ministre du Commerce et de l'Industrie pour l'achat de fourniture, de mobilier et des bureaux pour le ministre et son secrétariat	301
9 mai — Décision n° 402/MEF/DF/DCO autorisant paiement de la somme représentant la quote part contributive de l'Etat Togolais au capital du Fonds de l'Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne (AFRISTAT)	301
14 mai — Décision n° 462/MEF/DF/DCO autorisant paiement de la somme au profit de M ^e ALINON UKULEBI, huissier de Justice près du Tribunal d'Atakpamé	302
14 mai — Décision n° 463/MEF/DF/DCO autorisant paiement de la somme au profit de M ^e Tafamba ATAKPA BASSABI, huissier de Justice à Notsé	302
14 mai — Décision n° 466/MEF/DF/DCO autorisant paiement de la somme au profit de divers bénéficiaires	302
14 mai — Décision n° 467/MEF/DF/DCO autorisant déblocage de crédit mis à la disposition du Président de l'Assemblée Nationale pour couvrir certaines dépenses de relations publiques	302

15 mai — Décision n° 469/MEF/DF/DCO autorisant paiement de la somme au profit de M. DJEDJEA Moudassir, interprète-traducteur assermenté près le Tribunal de Lomé	302
15 mai — Décision n° 470/MEF/DF/DCO autorisant déblocage de crédit mis à la disposition du ministre de la Santé au titre de réception des personnalités officielles	302
15 mai — Décision n° 471/MEF/DF/DCO autorisant déblocage de crédit mis à la disposition du chef de corps des sapeurs-pompiers pour lui permettre de couvrir les dépenses relatives à l'achat des pièces de rechange en vue de réhabiliter le parc automobile de ce corps	302
16 mai — Décision n° 477/MEF/DF/DCO autorisant déblocage de crédit mis à la disposition du ministre de l'Environnement et des Ressources Forestières	302
16 mai — Décision n° 478/MEF/DF/DCO autorisant déblocage de crédit mis à la disposition du ministre chargé des relations avec le parlement	303

**MINISTERE DE LA PROMOTION DE L'EMPLOI
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE**

1997

Arrêté portant nominations, promotion, intégrations, titularisations et avancements automatiques d'échelon, régularisations de situation administrative, rappel à l'activité, admission à la retraite, détachements, mise à disposition, mettant fin aux détachements, maintenant des fonctionnaires dans la position de détachement, de stage, de maintien par ordre sans affectation, de disponibilité sans traitement pour rapprochement de conjoints, constatant reprise de service (régularisation), retour de stage, accordant bonification d'échelon, d'ancienneté, autorisation spéciale d'absence et de sortie.	303

**MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE
ET DE LA RECHERCHE**

1997

5 mai — Arrêté n° 42 MEN-R portant admission définitive du Personnel de l'Enseignement Public du Premier Degré et du Préscolaire aux Examens et Concours professionnels, session des 8 et 9 novembre 1994, reportée aux 22 et 23 novembre 1994	312
5 mai — Arrêté n° 43 MEN-R portant admission définitive du Personnel de l'Enseignement Confessionnel et Privé Laïc du Premier Degré et du Préscolaire aux Examens et Concours professionnels, session des 8 et 9 novembre 1994, reportée aux 22 et 23 novembre 1994	316
5 mai — Arrêté n° 45 MEN-R portant admission définitive du Personnel de l'Enseignement du Premier Degré et du Préscolaire, ajourné aux épreuves pratiques et orales de 1992-1993, session des 4 et 5 mai 1993	319
5 mai — Arrêté n° 47 MEN-R portant admission définitive du Personnel de l'Enseignement du Premier Degré et du Préscolaire, session des 16 et 17 janvier 1992	320
Arrêtés portant nominations	320
12 mai — Arrêté n° 52 MEN-R portant organisation et fonctionnement des Directions Régionales de l'Education du ministère de l'Education Nationale et de la Recherche (DRE)	320

**MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE
ET DE LA PECHE**

1997

Arrêtés portant nominations	323

MINISTERE DU TOURISME ET DES LOISIRS

1997

Arrêté n° 15 MTI portant nomination	323

**MINISTERE CHARGE DES RELATIONS
AVEC LE PARLEMENT**

1997

2 mai — Arrêté n° 1 MCRP CAB portant délégation de signature	324

DIVERS**Caisse de Retraites du Togo**

1997

2 mai — Décision n° 556/CRT/DP modifiant le taux de majoration pour enfants accordé à M. AMECOUDJI Koffi	324
2 mai — Décision n° 557/CRT/DP modifiant le taux de majoration pour enfants accordé à M. ABAYA Komlan	324
2 mai — Décision n° 558/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. EDORH ANANOU Anoumou	324
2 mai — Décision n° 559/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à Mme BUADU Adzoa Mawusime	324
2 mai — Décision n° 560/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. SOMADO HEMAZRO Kangni Têko	324
2 mai — Décision n° 561/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. KEGLO Kodjovi Gudabla	325
2 mai — Décision n° 562/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. d'ALMEIDA Comlanvi	325
2 mai — Décision n° 563/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à Mme DOSSOU VI Adjoavi Sika Angèle	325
2 mai — Décision n° 564/CRT/DP portant concession de pension à l'ayant droit de feu LAWSON Latré Sibi	325
2 mai — Décision n° 565/CRT/DP portant concession de pensions aux ayants droit de feu HOUKENTA Madjatan Yoyoa	326
2 mai — Décision n° 566/CRT/DP portant concession de pensions aux ayants droit de feu KENOU Adjina Koffi	326
2 mai — Décision n° 567/CRT/DP portant concession de pensions aux ayants droit de feu KETOH Komla Agbagba	326
2 mai — Décision n° 568/CRT/DP portant concession de pensions aux ayants droit de feu KOLANI Lamboni	326
2 mai — Décision n° 569/CRT/DP portant concession de pensions aux ayants droit de feu NAYO Ankou-Fiagbé	326
2 mai — Décision n° 570/CRT/DP portant concession de pensions aux ayants droit de feu KOMLAN Ayinavi	326
2 mai — Décision n° 570/CRT/DP portant concession de pensions aux ayants droit de feu KOMLAN Ayinavi	326
6 mai — Décision n° 582/CRT/DP portant concession de pensions de rentes aux ayants droit de feu NIKABOU Zakari	327
6 mai — Décision n° 583/CRT/DP portant concession de pensions et rentes aux ayants droit de feu KOUTAOBA Soutoua	327
6 mai — Décision n° 584/CRT/DP portant concession de pensions aux ayants droit de feu ALIMA Koffi	327
6 mai — Décision n° 585/CRT/DP portant concession de pensions aux ayants droit de feu DOUMONI Laré	328
6 mai — Décision n° 586/CRT/DP portant concession de pensions et rentes de feu LAMBONI Naminibe	328
6 mai — Décision n° 587/CRT/DP portant concession de pensions aux ayants droit de feu BALLY Sakpa	328
6 mai — Décision n° 588/CRT/DP portant concession de pensions et rentes aux ayants droit de feu OUMATE Kanfidine	329
6 mai — Décision n° 589/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. N'DJERBI Magbein	329
6 mai — Décision n° 590/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. TEHEWA Samza Joseph	329
6 mai — Décision n° 591/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. TSEDI Ati Kodjo	329
6 mai — Décision n° 592/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. IARE Yendoubane	330
6 mai — Décision n° 593/CRT/DP accordant une majoration pour enfants à M. DOGLI Kokou Agbélenko	330
6 mai — Décision n° 594/CRT/DP accordant allocations familiales à M. TELOU N'Gbendiwé	330
6 mai — Décision n° 602/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. ADJANOH Foli	330
2 mai — Rectificatif du 2/5/97 à l'arrêté n° 187/MEF/CR du 30 mars 1990 portant concession d'une pension aux ayants droit.	330

PARTIE OFFICIELLE**ACTES DU GOUVERNEMENT
DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE****LOIS, ORDONNANCES, DECRETS,
ARRETES ET DECISIONS****DECRETS****PRESIDENCE**

Décret n° 97-071/MENR/SP du 7 mai 1997 portant nomination au ministère de l'Education Nationale et de la Recherche

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur proposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche ;

Vu la Constitution de la République togolaise du 14 octobre 1992 et notamment son article 66 ;

Vu le décret n° 82-137 du 11 mai 1992 fixant les principes généraux d'organisation des départements ministériels ;

Vu le décret n° 92-195 du 12 août 1992 portant réorganisation du ministère de l'éducation nationale et de la recherche Scientifique ;

Vu le décret n° 96-097 du 27 août 1996 portant composition du gouvernement ;

Le conseil des ministres entendu ;

DECRETE

Article premier — M. KPEGLO Mawimava, administrateur civil en chef 1^{er} échelon est nommé directeur général de la planification de l'éducation au ministère de l'éducation nationale et de la recherche.

Art. 2 — Le ministre de l'éducation nationale et de la recherche est chargé de l'application du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel* de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 7 mai 1997

Le Président de la République

Gnassingbé EYADEMA

Le Premier Ministre

Kwassi KLUTSE

Le ministre de l'Education Nationale
et de la Recherche

Edo Kodjo Maurille AGBOBLI

Décret n° 97-072/PR du 7 mai 1997 portant nomination

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur proposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche ;

Vu la Constitution de la République togolaise du 14 octobre 1992 ;

Vu le décret n° 70-156/PR du 14 septembre 1970 portant création de l'Université du Bénin ;

Vu le décret n° 75-76/PR/MEN du 4 avril 1975, fixant le statut de l'Université du Bénin ;

Vu le décret n° 92-195/PM du 12 août 1992 portant réorganisation du ministère de l'éducation nationale et de la recherche scientifique ;

Vu le procès-verbal de l'élection du deuxième vice-doyen de la Faculté Mixte de Médecine et de Pharmacie, chargé des affaires académiques de la pharmacie de l'Université du Bénin ;

DECRETE

Article premier — M. AGBO Kossi, n° mle 020063 Z, Professeur Agrégé en service à la Faculté Mixte de Médecine et de Pharmacie de l'Université du Bénin, est nommé deuxième vice-doyen chargé des affaires académiques de la pharmacie de ladite faculté.

Art. 2 — Le présent décret sera publié au *Journal Officiel* de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 7 mai 1997

Le Président de la République

Gnassingbé EYADEMA

Le Premier Ministre

Kwassi KLUTSE

Le ministre de l'Education Nationale
et de la Recherche

Edo Kodjo Maurille AGBOBLI

Décret n° 97-073/PR du 7 mai 1997 portant nomination

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur proposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche ;

Vu la Constitution de la République togolaise du 14 octobre 1992 ;

Vu le décret n° 70-156/PR du 14 septembre 1970 portant création de l'Université du Bénin ;

Vu le décret n° 75-76/PR/MEN du 4 avril 1975, fixant le statut de l'Université du Bénin ;

Vu le décret n° 92-195 du 12 août 1992 portant réorganisation du ministère de l'éducation nationale et de la recherche scientifique ;

Vu les résultats de la 18^e session des Comités Techniques Spécialisées (CTS) du CAMES tenue à Ouagadougou du 22 au 29 juillet 1996

Le Conseil des ministres entendu ;

DECRETE

Article premier — Mme WALLA Kissem épouse TCHANGAI, n° mle 027490-L, Maître de Conférences en service à la Faculté Mixte de Médecine et de Pharmacie (FMMP) de l'Université du Bénin, inscrite sur la liste d'aptitude aux fonctions de professeur titulaire par le Comité Technique Spécialisée (CTS), session du 22 au 29 juillet 1996 tenue à Ouagadougou (Burkina Faso), est nommée Professeur Titulaire en Dermatologie-Vénérologie.

Art. 2 — Le ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique et le ministre de la promotion de l'emploi et de la fonction publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel* de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 7 mai 1997

Le Président de la République

Gnassingbé EYADEMA

Le Premier Ministre

Kwassi KLUTSE

Le ministre de l'Education Nationale
et de la Recherche

Edo Kodjo Maurille AGBOBLI

Décret n° 97-074/PR du 7 mai 1997 portant nomination

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur proposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche ;

Vu la Constitution de la République togolaise du 14 octobre 1992 ;

Vu le décret n° 70-156/PR du 14 septembre 1970 portant création de l'Université du Bénin ;

Vu le décret n° 75-76/PR/MEN du 4 avril 1975 fixant le statut de l'Université du Bénin ;

Vu le décret n° 92-195 du 12 août 1992 portant réorganisation du ministère de l'éducation nationale et de la recherche scientifique ;

Vu les résultats de la 18^e Session des Comités Techniques Spécialisées (CTS) du CAMES tenue à Ouagadougou du 22 au 29 juillet 1996 ;

Le Conseil des ministres entendu ;

DECRETE

Article premier — M. AGBA Kondi Madjome, n° mle 036020-W, Maître de Conférences agrégé en service à l'École Inter-Etats des Sciences et Médecine Vétérinaire (EISMV) de Dakar, inscrite sur la liste d'aptitude aux fonctions de professeur titulaire par le Comité Technique Spécialisée (CTS), session du 22 au 29 juillet 1996 tenue à Ouagadougou (Burkina Faso), est nommée Professeur Titulaire en Anatomie - Histologie - Embryologie.

Art. 2 — Le ministre de l'éducation nationale et de la recherche et le ministre de la promotion de l'emploi et de la fonction publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel* de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 7 mai 1997

Le Président de la République,

Gnassingbé EYADEMA

Le Premier Ministre

Kwassi KLUTSE Le ministre de l'Education Nationale
et de la Recherche**Edo Kodjo Maurille AGBOBLI****Décret n° 97-075/PR du 7 mai 1997 portant nomination**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur proposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche ;

Vu la Constitution de la République togolaise du 14 octobre 1992 ;

Vu le décret n° 70-156/PR du 14 septembre 1970 portant création de l'Université du Bénin ;

Vu le décret n° 75-76/PR/MEN du 4 avril 1975 fixant le statut de l'Université du Bénin ;

Vu le décret n° 92-195 du 12 août 1992 portant réorganisation du ministère de l'éducation nationale et de la recherche scientifique ;

Vu les résultats de la 18^e session des Comités Techniques Spécialisées (CTS) du CAMES tenue à Ouagadougou du 22 au 29 juillet 1996 ;

Le Conseil des ministres entendu ;

DECRETE

Article premier — M. AKIBODE Ayéchoro Koffi, n° mle 026896-J, Maître de Conférences en service à la Faculté des Lettres et Sciences Humaines de l'Université du Bénin, inscrite sur la liste d'aptitude aux fonctions de professeur titulaire par le Comité Technique Spécialisée (CTS), session du 22 au 29 juillet 1996 tenue à Ouagadougou (Burkina Faso), est nommée Professeur Titulaire en Géographie Rurale.

Art. 2 — Le ministre de l'éducation nationale et de la recherche et le ministre de la promotion de l'emploi et de la fonction publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel* de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 7 mai 1997

Le Président de la République,

Gnassingbé EYADEMA

Le Premier Ministre

Kwassi KLUTSE Le ministre de l'Education Nationale
et de la Recherche**Edo Kodjo Maurille AGBOBLI****Décret n° 97-076/PR du 7 mai 1997 portant promotions.**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur rapport du ministre du tourisme et des loisirs.

Vu la Constitution de la République togolaise du 14 octobre 1992 ;

Vu le décret n° 82-137/PR du 11 mai 1982 fixant les principes généraux d'organisation des départements ministériels,

Vu le décret n° 96-097/PR du 27 août 1996 portant composition du gouvernement.

Le Conseil des ministres entendu ;

DECRETE

Article premier — Sont nommés :

1 — Directeur de cabinet du ministre du tourisme et des loisirs :

M. WAGUENA MEREMDJOUOUNA Lamegou, administrateur de la Radiodiffusion de classe exceptionnelle, en remplacement de M. DAGBA Anani Parfait, admis à la retraite.

2 — Secrétaire Général du ministère du tourisme et des loisirs :

M. ATARA Tfaraba, n° mle 032066-U, technicien supérieur de tourisme et d'hôtellerie principal de 2^e échelon.

3 — Directeur des professions touristiques :

M. ANATE Bagna, n° mle 034481-T, administrateur du tourisme de 2^e classe 4^e échelon.

4 — Directeur de la promotion touristique :

M. DAHLEN Momoh Foley, n° mle 027892-N, conseiller d'action culturelle de 2^e classe 2^e échelon.

5 — Directeur des études et de la planification :

M. KODJOVI Ayao, attaché d'administration principal de 3^e échelon.

Art. 2 — Le ministre du tourisme et des loisirs est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel* de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 7 mai 1997

Le Président de la République,

Gnassingbé EYADEMA

Le Premier Ministre

Kwassi KLUTSE

Le ministre du Tourisme et des Loisirs

Dafo ELIA

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

Radiations

Décision n° 147/MDN du 14/5/97 — Le sergent TCHASSA Toyi n° mle 4514 du Régiment de Soutien et d'Appui à Lomé, décédé le 14 avril 1997 au Pavillon Militaire des suites d'une maladie, est rayé des contrôles des Forces Armées Togolaises pour compter du 15 avril 1997.

Décision n° 148/MDN du 14/5/97 — Le maréchal des Logis EGBARE Toyou n° mle 1261 de la Gendarmerie Nationale à Lomé, décédé accidentellement le 13 avril 1997 entre Lomé-Aného, est rayé des contrôles des Forces Armées Togolaises pour compter du 14 avril 1997.

Décision n° 149/MDN du 14/5/97 — Le maréchal des Logis-chef MOUMOUNI Essoh Aliassim n° mle 0920 de la Gendarmerie Nationale, décédé le 16 avril 1997 au Centre Hospitalier Universitaire de Lomé-Tokoin des suites d'une courte maladie, est rayé des contrôles des Forces Armées Togolaises pour compter du 17 avril 1997.

Décision n° 150/MDN du 14/5/97 — Le caporal LARE Feinam n° mle 9256 de la Base Chasse de Niamtougou, décédé le 6 avril 1997 au Centre Hospitalier Régional de Kara des suites d'une longue maladie, est rayé des contrôles des Forces Armées Togolaises pour compter du 7 avril 1997.

Décision n° 151/MDN du 14/5/97 — Le maréchal des Logis EVIGLO Morou n° mle 0823 de la Gendarmerie Nationale à Lomé, décédé le 24 mars 1997 au Pavillon Militaire de Lomé-Tokoin des suites d'une courte maladie, est rayé des contrôles des Forces Armées Togolaises pour compter du 24 mars 1997.

Décision n° 152/MDN du 14/5/97 — Le capitaine MOUZOU Gnakpaou du Régiment de Soutien et d'Appui à Lomé, décédé le 13 janvier 1997 au Pavillon Militaire des suites d'une courte maladie, est rayé des contrôles des Forces Armées Togolaises pour compter du 14 janvier 1997.

Décision n° 153/MDN du 14/5/97 — Le gendarme-adjoint de 1^{re} classe KEUBING Komlan n° mle 1360 de la Gendarmerie Nationale, décédé le 11 avril 1997 au Centre Hospitalier Régional de Kara des suites d'une courte maladie, est rayé des contrôles des Forces Armées Togolaises pour compter du 12 avril 1997.

Décision n° 154/MDN du 14/5/97 — Le soldat de 1^{re} classe EZAOU Pégbezim n° mle 3043 du Régiment Commando de la Garde Présidentielle à Lomé, décédé le 6 avril 1997 à Lomé des suites d'une courte maladie, est rayé des contrôles des Forces Armées Togolaises pour compter du 7 avril 1997.

Décision n° 155/MDN du 14/5/97 — Le gendarme-adjoint de 1^{re} classe BAKPIMALONGA Awenima n° mle 1157 de la Gendarmerie Nationale, décédé le 25 mars 1997 au Centre Hospitalier Régional de Kara des suites d'une maladie, est rayé des contrôles des Forces Armées Togolaises pour compter du 26 mars 1997.

Décision n° 156/MDN du 14/5/97 — Le gendarme-adjoint de 1^{re} classe TCHAKOROM Djobo n° mle 2408 de la Gendarmerie Nationale, décédé le 6 avril 1997 des suites d'un accident de circulation, est rayé des contrôles des Forces Armées Togolaises pour compter du 7 avril 1997.

Décision n° 157/MDN du 14/5/97 — Le caporal KPAKPA Mahendélé n° mle 9251 du Sous-Groupement Blindé à Lomé, décédé le 21 avril 1997, est rayé des contrôles des Forces Armées Togolaises pour compter du 22 avril 1997.

Décision n° 158/MDN du 14/5/97 — Le soldat de 1^{re} classe KPATCHA Awiyozima n° mle 1439 du 2^e Régiment Inter-Armes à Lomé, décédé le 9 avril 1997 à Akaba préfecture de Blitta, est rayé des contrôles des Forces Armées Togolaises pour compter du 10 avril 1997.

Décision n° 159/MDN du 14/5/97 — Le caporal TCHASSOTO Ouro-Gnèni Bivainè n° mle 7485 de la Force d'Intervention Rapide à Lomé, décédé le 27 avril 1997 à Kélivo préfecture de Tchaoudjo au cours d'une permission à titre de convalescence, est rayé des contrôles des Forces Armées Togolaises pour compter du 28 avril 1997.

Exclusions

Décision n° 160/MDN du 14/5/97 — Le caporal OUYENGA Yemso n° mle 5676 du Régiment Parachutiste Commando à Kara, précédemment exclu pour six (6) mois sans solde, est réintégré dans les Forces Armées Togolaises pour compter du 1^{er} mai 1997.

La date de départ des services de l'intéressé est rectifiée comme suit :

Date d'engagement : 1^{er} octobre 1982.
 Interruption : 01.08.96 au 30.04.97 inclus soit : 9 mois.
 Date rectifiée pour départ des services : 1^{er} juillet 1983.

Décision n° 161/MDN du 14/5/97 — Le matelot de 1^{re} classe GOUEDZOE Mawuli n° mle 11851 de la Marine Nationale à Lomé, précédemment exclu pour six (6) mois sans solde, est réintégré dans les Forces Armées Togolaises pour compter du 1^{er} mai 1997.

La date de départ des services de l'intéressé est rectifiée comme suit :

Date d'engagement : 1^{er} janvier 1990.

Interruption : du 01.07.96 au 30.04.97 inclus soit : 10 mois.

Date rectifiée pour départ des services : 1^{er} novembre 1990.

MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA SECURITE

Arrêté n° 101/MIS du 16/5/97 — Les gardiens de la Paix de 2^e échelon DJESSOU Ayao n° mle 037281-P et FOLLY Dosseh n° mle 038215-R, relevant du corps de la Police Nationale, sont élevés au 3^e échelon (IND. 430) de leur grade pour compter du 1^{er} octobre 1996.

Le Directeur Général de la Police Nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet au point de vue solde pour compter du 1^{er} octobre 1996.

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

Arrêté n° 082-/MEF/LNT du 12 mai 1997 fixant l'émission et le programme du tirage de la Tranche Commune Entente 1997 de la Loterie Nationale Togolaise

LE MINISTRE D'ETAT, CHARGE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,

Sur rapport du Directeur Général de la Loterie Nationale Togolaise ;

Vu le décret n° 86-109 du 5 janvier 1986 portant organisation et attribution du ministère de l'Economie et des Finances ;

Vu la loi n° 90-26 du 4 décembre 1990 portant Réforme du Cadre Institutionnel et Juridique des Entreprises Publiques ;

Vu le décret n° 91-197 pris pour l'application de la loi n° 90-26 du 4 décembre 1990 ;

Vu la décision n° 104 CE FONDS CA 94 du 31 octobre 1994 des Chefs d'Etat des pays membres du Conseil de l'Entente instituant une Tranche Commune Entente avec émission unique de billets et une contribution spéciale destinée au financement conjoint de projets à caractère social, culturel ou sportif dans le cadre de la solidarité ;

Vu le Communiqué Final et les Recommandations issus de la réunion des Directeurs Généraux des Loteries Nationales des Etats du Conseil de l'Entente tenue à Cotonou les 4 et 5 novembre 1996.

ARRETE

Article premier — La Loterie Nationale Togolaise émettra pour la Tranche Commune Entente 1997, 500.000 tickets marqués chacun par l'une des 2 séries : B — G. Chaque série comporte 250.000 tickets numérotés de 000.001 à 250.000. Tous les tickets mixtes porteront le macaron réunissant les drapeaux des pays du Conseil de l'Entente, ainsi que la mention « Tranche Commune Entente 1997 ».

Le ticket mixte est vendu à 300 Francs CFA.

Art. 2 — Le ticket mixte « Tranche Commune Entente 1997 » se présente sous la forme d'un ticket de loterie instantanée, couplé à un ticket de loterie à tirage périodique. Les deux parties ne peuvent être vendues séparément.

Art. 3 — Il est appliqué à chaque série de 250.000 tickets un programme national ordinaire harmonisé de lots instantanés au grattage se présentant comme suit :

NOMBRE DE LOTS	MONTANT DES LOTS	VALEUR GLOBALE
45.000	300	13.500.000
17.000	500	8.500.000
8.000	1.000	8.000.000
120	5.000	600.000
35	10.000	350.000
3	100.000	300.000
1	500.000	500.000
1	2.000.000	2.000.000

Soit 70.160 lots d'une valeur globale de 33.750.000 Francs CFA à gagner au grattage par série.

Art. 4 — Le tirage de la partie classique du ticket, unique pour toutes les Loteries Nationales des Etats du Conseil de l'Entente, sera effectué par la Loterie Nationale du Bénin, chargée de son organisation, le vendredi 27 juin 1997 à 20 Heures, Temps Universel à Cotonou.

Art. 5 — A ce tirage, 18.118 lots d'une valeur totale de 18.800.000 Francs CFA, seront gagnés dans les deux (2) séries B - G du Togo, soit 9.059 lots par série pour le compte d'un programme national ordinaire régionalement harmonisé.

Art. 6 — Pour ce programme national ordinaire, le tableau de lots par série se présente comme suit :

NOMBRE DE LOTS	MONTANT DES LOTS	VALEUR DES LOTS
7.500	500 F CFA	3.750.000 F CFA
1.000	1.000 F CFA	1.000.000 F CFA
500	5.000 F CFA	2.500.000 F CFA
50	25.000 F CFA	1.250.000 F CFA
9	100.000 F CFA	900.000 F CFA

Soit 9.059 lots d'une valeur globale de 9.400.000 Francs CFA par série.

Art. 7 — En sus du programme national ordinaire régionalement harmonisé, la Tranche Commune Entente 1997 comporte un programme extraordinaire régional de vingt (20) lots spéciaux d'une valeur globale de 36.500.000 Francs répartis dans 20 séries.

NBRE DE SERIES	NBRE DE LOTS	VALEUR UNITAIRE	VALEUR GLOBALE
20	1	10.000.000 F CFA	10.000.000 F CFA
	2	5.000.000 F CFA	10.000.000 F CFA
	4	2.000.000 F CFA	8.000.000 F CFA
	4	1.000.000 F CFA	4.000.000 F CFA
	9	500.000 F CFA	4.500.000 F CFA
20	20		36.500.000 F CFA

Art. 8 — Les séries dans lesquelles seront gagnés ces vingt (20) lots spéciaux seront déterminés par ordre décroissant des lots et le tirage des numéros des tickets gagnants se fera dans l'ordre croissant des lots.

Art. 9 — Les vingt (20) lettres ci-après correspondent aux vingt (20) séries que comporte ce programme extraordinaire régional : A - B - C - D - E - F - G - H - J - K - L - M - N - P - R - S - T - U - X - Z.

Les séries B - G sont attribuées à la République Togolaise. Il est précisé qu'une série sortie ne participe plus à la suite du tirage de gros lots spéciaux.

Art. 10 — Si tous les chiffres sortants sont des zéros, ce tirage sera considéré comme valable pour les tickets portant le numéro 250.000.

Art. 11 — La contribution au financement du programme extraordinaire régional assuré par l'ensemble des Loteries Nationales des Etats du Conseil de l'Entente au prorata de l'émission, à raison de 1.825.000 Francs CFA par série, sera de 3.650.000 Francs CFA pour la Loterie Nationale Togolaise. Cette contribution sera versée à la Loterie chargée de l'organisation du tirage de la « Tranche Commune Entente 1997 » au plus tard le 1^{er} mai 1997.

Art. 12 — A titre exceptionnel et par dérogation aux dispositions en vigueur, le Comité de Surveillance de ce tirage sera composé d'un représentant de chaque Loterie Nationale des Etats du Conseil de l'Entente. Ce Comité sera présidé par le représentant de la Loterie Nationale du Bénin chargée d'organiser le tirage de la « Tranche Commune Entente 1997 ».

Art. 13 — Les numéros des tickets gagnants seront publiés par la Direction Générale de la Loterie Nationale Togolaise. Les lots seront payables aux porteurs des tickets trois (3) jours après le tirage et dans un délai de quatre-vingt dix (90) jours à compter du jour du tirage.

Art. 14 — Le Directeur Général de la Loterie Nationale Togolaise est chargé de l'application du présent Arrêté qui abroge toutes dispositions antérieures contraires et sera publié partout où besoin sera.

Fait à Lomé, le 12 mai 1997

Le ministre d'Etat, chargé de l'Economie et des Finances
Barry Moussa BARQUE

Arrêté n° 84/MEF/DE du 14/5/97 — En vertu des dispositions de l'article 14 de la loi n° 90-17 du 5 novembre 1990, une dérogation individuelle est accordée à M. Daniel Jean Georges HASSER de nationalité française, pour lui permettre d'exercer les fonctions de Directeur Général de la Banque Internationale pour l'Afrique au Togo (BIA-TOGO).

Le Directeur National de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest est chargé de l'application du présent arrêté.

Décision n° 398/MEF/DF/DCO du 9/5/97 — Est autorisé le paiement de la somme de quatre millions sept cent quarante mille huit cent dix neuf (4.740.819) Francs CFA au profit de M^e EKOUE TOMETY, huissier de Justice à Aného au titre de mémoire des indemnités qui lui sont dues.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire de l'intéressé ECOBANK Cpte N° 100 295 602 017.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1997, section 217, chapitre 25, article 00, paragraphe 29, ligne 3 (Frais de Justice) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

Décision n° 400/MEF/DF/DCO du 9/5/97 — Est autorisé le paiement de la somme de cinq millions (5.000.000) de francs CFA, représentant la contribution volontaire du Togo au Centre Régional des Nations Unies pour la Paix et le Désarmement en Afrique au titre de la gestion 1997.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 903063213 01 67 ouvert à la Banque Togolaise pour le Commerce et l'Industrie (BTCL) Agence Centrale à Lomé au nom de ladite institution.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1997, section 218, chapitre 22, article 00, paragraphe 48, ligne 99 (Contributions aux Organismes Internationaux) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 401/MEF/DF/DCO du 9/5/97 — Il est mis à la disposition du ministre du Commerce et de l'Industrie, la somme de sept millions neuf cent soixante treize mille deux cent soixante (7.973.260) Francs CFA pour l'achat de fourniture, de mobilier et des bureaux pour le ministre et son secrétariat.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1997, section 217, chapitre 22, article 00, paragraphe 91, ligne 01 (Dépenses imprévues) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 402/MEF/DF/DCO du 9/5/97 — Est autorisé le paiement de la somme de cent trente deux millions cent quarante cinq mille (132.145.000) Francs CFA, représentant la quote part contributive de l'Etat Togolais au capital du Fonds de l'Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne (AFRISTAT) au titre de la gestion 1997.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 00000040053 ouvert à la Caisse Française de Développement au guichet 00064 au nom de l'AFRISTAT.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1997, section 219, chapitre 22, article 00, paragraphe 49, ligne 99 (Fonds d'Intervention Economique) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 462/MEF/DF/DCO du 14/5/97 — Est autorisé le paiement de la somme de neuf cent quatre vingt cinq mille (985.000) Francs CFA au profit de M^e ALINON UKULEBI, huissier de Justice près du Tribunal d'Atakpamé au titre de mémoire des indemnités qui lui sont dues.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 4262068593 ouvert à l'Union Togolaise de Banque (U.T.B.) à Atakpamé au nom de l'intéressé.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1997, section 217, chapitre 25, article 00, paragraphe 29, ligne 03 (Frais de Justice) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 463/MEF/DF/DCO du 14/5/97 — Est autorisé le paiement de la somme de trois millions cinq cent dix neuf mille deux cent quatre vingt (3.519.280) Francs CFA au profit de M^e Tafamba ATAKPA BASSABI, huissier de Justice à Notsè au titre de mémoire des indemnités qui lui sont dues.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 9030374490116 ouvert à la Banque Togolaise pour le Commerce et de l'Industrie (BTCI) Lomé au nom de l'intéressé.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1997, section 217, chapitre 25, article 00, paragraphe 29, ligne 03 (Frais de Justice) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 466/MEF/DF/DCO du 14/5/97 — Est autorisé le paiement de la somme de un million huit cent cinq mille deux cent soixante onze (1.805.271) Francs CFA au profit de divers bénéficiaires au titre de mémoires des indemnités qui lui sont dues.

Cette somme sera mandatée et payée exceptionnellement par Bon de Caisse selon détail ci-dessous indiqué.

M. YAKE Koffi à Lomé	88.700 F
M. AMOUZOU Antoine à Lomé	206.500 F
M. FANDE S. Rigobert à Lomé	299.100 F
M. EL HADJ ADJAM D. IBRAHIM à Lomé	334.170 F
M. SAKPONOU Komla à Lomé	295.000 F
M ^e DZOKA Kokou KLUTSE, huissier de Justice à Lomé	88.700 F
M ^e AGBETI Komi, Greffier-en-chef faisant fonction d'huissier à Vogan	276.345 F
M ^e ABALO Kossi ADJEWODA, huissier de Justice à Atakpamé	226.956 F

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1997, section 217, chapitre 25, article 00, paragraphe 29, ligne 03, (Frais de Justice) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 467/MEF/DF/DCO du 14/5/97 — Il est mis à la disposition du Président de l'Assemblée Nationale, un crédit de trente millions (30.000.000) de Francs CFA pour couvrir certaines dépenses de relations publiques.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1997, section 217, chapitre 22, article 00, paragraphe 91, ligne 02 (Dépenses Exceptionnelles) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 469/MEF/DF/DCO du 15/5/97 — Est autorisé le paiement de la somme de quatre millions cent quarante six mille deux cents (4.146.200) Francs CFA au profit de M. DJEDJE A. MOUDASSIR, (Interprète-Traducteur Assermenté près le Tribunal de Lomé au titre de mémoire des indemnités qui lui sont dues.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 9033 147020164 ouvert à la Banque Togolaise pour le Commerce et de l'Industrie (BTCI) Tokoin à Lomé.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1997, section 217, chapitre 25, article 00, paragraphe 29, ligne 03 (Frais de Justice) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 470/MEF/DF/DCO du 15/5/97 — Il est mis à la disposition du ministre de la Santé, un crédit de quatre millions (4.000.000) de francs CFA, au titre de réception des personnalités officielles.

Le ministre de la Santé n'est autorisé à engagé des dépenses trimestriellement qu'à concurrence du quart au plus de sa dotation.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1997, section 216, chapitre 22, article 00, paragraphe 29, ligne 04 (réception des personnalités officielles) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 471/MEF/DF/DCO du 15/5/97 — Il est mis à la disposition du chef de corps des sapeurs-pompiers, la somme de vingt millions (20.000.000) de francs CFA, pour lui permettre de couvrir les dépenses relatives à l'achat des pièces de rechange en vue de réhabiliter le parc automobile de ce corps.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1997, section 830, chapitre 21, article 00, paragraphe 23, ligne 08 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement

Décision n° 477/MEF/DF/DCO du 15/5/97 — Il est mis à la disposition du ministre de l'Environnement et des Ressources Forestières, la somme de quarante quatre millions (44.250.000) de francs CFA, représentant la part de crédits octroyés par le Premier ministre aux divers départements ministériels dans le cadre des discussions du Programme d'Investissement Public (PIP) 1997-1999 relatives aux travaux d'aménagement des bâtiments abritant les services desdits départements.

Cette somme sera répartie, mandatée et virée aux comptes respectifs des entreprises bénéficiaires, sur présentation des pièces justificatives de la dépense.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1997, section 830, chapitre 21, article 00, paragraphe 23, ligne 99 (autres dépenses d'entretien) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 478/MEF/DF/DCO du 15/5/97 — Il est mis à la disposition du ministre chargé des Relations avec le parlement, la somme de cinquante cinq millions quatre vingt dix neuf mille deux cent six (55.099.206) francs CFA, représentant la part de crédits octroyés par le Premier ministre aux divers départements ministériels dans le cadre des discussions du Programme d'Investissement Public (PIP) 1997-1999 relatives aux travaux d'aménagement des bâtiments abritant lesdits départements.

Cette somme sera répartie, mandatée et virée aux comptes respectifs des entreprises prestataires des services, sur présentation des pièces justificatives de la dépense.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1997, section 830, chapitre 21, article 00, paragraphe 23, ligne 99 (autres dépenses d'entretien) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

MINISTÈRE DE LA PROMOTION DE L'EMPLOI ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Arrêté n° 87/MPEFP du 2/5/97 — Est et demeure rapporté, l'arrêté n° 0997/MTFP en ce qui concerne M. ABOUDOU-SALAMI Maman-Sani.

M. FIA Komlanvi Tekpo-Elanyo, n° mle 006153-B, inspecteur de l'enseignement du 1^{er} degré de 2^e classe 1^{er} échelon, est nommé secrétaire général de l'Ecole Nationale d'Administration.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de signature.

Arrêté n° 126/MPEFP du 12/5/97 — M. ATTIGO Koffi Kwami, titulaire du diplôme de l'Ecole Nationale d'Administration (ENA), cycle I (option : administration générale) promotion : 1992-1995, est nommé dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité de secrétaire d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie B — indice 750) et mis à la disposition du ministre de la Communication et de la Formation Civique (budget autonome de l'Editogo).

Le présent arrêté prend effet à compter du 11 décembre 1995.

Arrêté n° 127/MPEFP du 12/5/97 — M. LAMBONI Koanka, titulaire du diplôme de maîtrise ès-sciences juridiques, option : carrière administratives, du diplôme d'études approfondies d'administration publique et du doctorat en droit, est nommé dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'administrateur civil 2^e échelon stagiaire (catégorie A1 — indice 1450) à compter du 31 octobre 1996 et mis à la disposition de la présidence de la République (section 03 du budget général).

Arrêté n° 165/MPEFP du 18/5/97 — Sont rapportés en ce qui concerne M. KOYI Kossi Mawuli n° mle 034132-N, les arrêtés n° 091/MTFP du 1^{er} février 1991 et 01038/MTFP du 13 octobre 1986, portant respectivement nomination (régularisation) et titularisation.

M. KOYI Kossi Mawuli n° mle 034132-N titulaire du baccalauréat de l'enseignement du 3^e degré et du certificat de fin d'Etudes Normales (CFEN-ENI) session d'octobre 1984, est nommé dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur de 2^e classe 2^e échelon stagiaire (catégorie B — indice 850) à compter du 9 novembre 1984 et mis à la disposition du ministre de l'Education nationale et de la Recherche scientifique (section 27, chapitre 20 du budget général).

M. KOYI Kossi Mawuli n° mle 034132-N, instituteur de 2^e classe 2^e échelon stagiaire titulaire du certificat d'aptitude pédagogique série examen (CAP-CFEN-ENI) session de 1984 est titularisé dans son grade à compter du 1^{er} janvier 1985 et conserve une ancienneté de deux mois.

La situation administrative de l'intéressé est régularisée comme suit :

09-11-86 instituteur de 2^e classe 3^e échelon (AC : néant)
09-11-88 instituteur de 2^e classe 4^e échelon
09-11-90 instituteur de 1^{re} classe 1^{er} échelon
09-11-92 instituteur de 1^{re} classe 2^e échelon
09-11-94 instituteur de 2^e classe 3^e échelon (indice 1350).

Arrêté n° 163/MPEFP du 13/5/97 — M. KADANGA Essotina Tchabou, n° mle 031759-R, employé de bureau permanent de 5^e catégorie échelle C, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC) et qui a réuni cinq (5) ans d'ancienneté dans l'administration, est nommé dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie C — indice 550) à compter du 1^{er} octobre 1996 et conserve son affectation actuelle (section 09, chapitre 28 du budget général).

L'intéressé dont le salaire est supérieur au traitement correspondant à sa nouvelle situation administrative conserve, à titre personnel, le bénéfice de ce salaire jusqu'à ce que, par le jeu de l'avancement normal, il atteigne des émoluments égaux ou supérieurs.

Arrêté n° 164/MPEFP du 13/5/97 — M. KPANGO Kparo, n° mle 021619-M, conseiller sportif de 1^{re} classe 3^e échelon (catégorie A2 — indice 2 000) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, est promu au grade de conseiller sportif de classe exceptionnelle (indice 2 100) à compter du 2 juillet 1996.

Arrêté n° 88/MPEFP du 7/5/97 — Mlle WILSON-BAHUN Adjélé Madjé, n° mle 039474-C, sténo-dactylographe correspondancièrre de 2^e classe 2^e échelon (catégorie C — indice 600), titulaire du baccalauréat de l'enseignement du troisième degré, série G1 (techniques administratives), session de juin 1996, est intégrée dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité de secrétaire d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie B — indice 750) à compter du 1^{er} juillet 1996 et conserve son affectation actuelle (section 19, chapitre 23 du budget général).

Arrêté n°129/MPEFP du 12/5/97 — M. TIEM Tchirtème, n° mle 034853-X, instituteur de 1^{re} classe 3^e échelon (catégorie B — indice 1350), du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, titulaire de l'attestation du certificat de fin d'études normales supérieures (CFENS), section : ENS-Lettres option : français, promotion : 1992-1995, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité de professeur des CEG de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A2 — indice 1100) à compter du 29 juin 1995, date de sa reprise de service et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général).

M. TIEM Tchirtème, n° mle 034853-X, continuera à percevoir le traitement correspondant à l'indice 1350 qu'il atteint dans son ancien corps.

Arrêté n°130/MPEFP du 12/5/97 — M. AWUTE Kofi Sewu, n° mle 034261-P, instituteur de 1^{re} classe 2^e échelon (catégorie B — indice 1250), du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, titulaire de l'attestation du certificat de fin d'études normales supérieures (CFENS), option : français, session de juin 1995, promotion : 1992-1995, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité de professeur des CEG de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A2 — indice 1100) à compter du 10 octobre 1995 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général).

Pendant la durée de son stage, M. AWUTE reste soumis aux dispositions de l'article 24 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

L'intéressé continuera à percevoir le traitement correspondant à l'indice 1250 qu'il a atteint dans son ancien corps.

Arrêté n°131/MPEFP du 12/5/97 — M. N'SOUGAN Komlan Agbassou, n° mle 036703-R, instituteur de 1^{re} classe 3^e échelon (catégorie B — indice 1350), du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, titulaire du certificat de fin d'études normales supérieures (CFENS-sciences, option : biologie), promotion : 1992-1995, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité de professeur des CEG de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A2 — indice 1100) à compter du 18 septembre 1995 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général).

Pendant la durée de son stage, l'intéressé est soumis aux dispositions de l'article 24 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

M. N'SOUGAN continuera à percevoir le traitement correspondant à l'indice 1350 qu'il a atteint dans son ancien corps.

Arrêté n° 132/MPEFP du 12/5/97 — Est rapporté en ce qui concerne M. KOUGBADA Affo Moitalaou, n° mle 034684-N, l'arrêté n° 00536/METFP du 14 juin 1996 portant avancement automatique d'échelons.

M. KOUGBADA Affo Moitalaou, n° mle 034684-N, agent d'assiette de 1^{re} classe 2^e échelon (catégorie C — indice 800) du cadre des fonctionnaires des contributions directes, titulaire du diplôme de l'Ecole Nationale d'Administration

(ENA), cycle I, option : impôts, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité de contrôleur des impôts de 2^e classe 2^e échelon (catégorie B — indice 850) à compter du 4 décembre 1995, date de sa reprise de service et conserve son affectation actuelle (section 09, chapitre 26 du budget général).

Arrêté n°133/MPEFP du 12/5/97 — Mme AMOU-ZOU Sidemeh Ameyo Blewussi, n° mle 029854-Q, institutrice de 3^e classe 4^e échelon (catégorie C — indice 700) des fonctionnaires de l'enseignement, admise au certificat d'aptitude pédagogique (CAP), série concours, session des 4 et 5 mai 1993, est intégrée dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'institutrice de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie B — indice 750) à compter du 1^{er} janvier 1994 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général).

L'intéressée est élevée au 2^e échelon de son grade (indice 850) à compter du 1^{er} janvier 1996.

Arrêté n°134/MPEFP du 12/5/97 — Est rapporté en ce qui concerne M. GBADAGO Koffi Alowonou, n° mle 024878-Y, l'arrêté n° 00982/METFP du 26 septembre 1995 portant avancement automatique d'échelons.

M. GBADAGO Koffi Alowonou, n° mle 024878-Y, instituteur de 1^{re} classe 1^{er} échelon (catégorie B — indice 1150) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis au certificat d'aptitude au professorat dans les collèges d'enseignement général (CAP-CEG) série : concours, session des 16 et 17 janvier 1992, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité de professeur des CEG de 3^e classe 2^e échelon (catégorie A2 — indice 1200) à compter du 1^{er} janvier 1993 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 21 du budget général).

L'ancienneté dans la nouvelle catégorie est acquise à compter du 1^{er} janvier 1993, date du dernier avancement de grade de l'intéressé.

L'intéressé est élevé au 3^e échelon (indice 1300) de son grade à compter du 1^{er} janvier 1995.

Arrêté n°135/METFP du 12/5/97 — Est rapporté en ce qui concerne M. BOUDOU Kombaté, n° mle 031603-M, l'arrêté n° 00090/METFP du 23 février 1996 portant avancement automatique d'échelons.

Les instituteurs (catégorie B) ci-après désignés du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis au certificat d'aptitude au professorat dans les collèges d'enseignement général (CAP-CEG), série concours, session des 4 et 5 mai 1993, sont intégrés dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité de professeurs des CEG (catégorie A2) dans les conditions suivantes à compter du 1^{er} janvier 1994 et conservent leur affectation actuelle (section 27, chapitre 21 du budget général) :

Nom et Prénoms n° mle	Ancien Grade et Indice	Date d'effet du dernier avancement	Nouveau Grade et Indice	Date d'effet de l'ancienneté pour le prochain avance- ment dans le nouveau corps
BOUDOU Kombaté n° mle 031603-M	Inst. de 1 ^{re} cl. 1 ^{er} éch. (cat. B - ind. 1150)	01.01.1994	prof. CEG 3 ^e cl. 2 ^e éch. (cat. A2-ind.1200)	01.01.1994
BARARMNA-BOUKPESSI Missowina Diti n° mle 027908-W	instce 2 ^e cl. 4 ^e éch. (cat. B-ind. 1050)	01.01.1994	prof. CEG 3 ^e cl. 1 ^{er} éch. (cat. A2-ind.1100)	01.01.1994

Les intéressés sont élevés aux échelons supérieurs de leur grade à compter des dates suivantes :

— 01.01.1996 : BOUDOU Kombaté, n° mle 031603-M, professeur des CEG de 3^e classe 3^e échelon (indice 1300)

Arrêté n° 136/MPEFP du 12/9/97 — Sont rapportés en ce qui concerne Mme AWILI Mananawè, n° mle 009945-B, les arrêtés n°s 731/MTFP du 12 septembre 1988, 145/MTFP du 10 février 1989, 612/MTFP du 1^{er} août 1988, 738/MTFP du 27 septembre 1990, 130/MTFP du 12 février 1991 et 1167/MTFP du 26 décembre 1991, fixant la liste des fonctionnaires non autorisés à avancer.

Mme AWILI Mananawè, n° mle 009945-B, monitrice de 3^e classe 4^e échelon (catégorie D — indice 390) est promue au grade de monitrice de 2^e classe 1^{er} échelon (indice 430) à compter du 26 mars 1986.

Mme AWILI est élevée aux échelons supérieurs de son grade à compter des dates suivantes :

26.03.1988 : monitrice de 2^e classe 2^e échelon

26.03.1990 : monitrice de 2^e classe 3^e échelon

26.03.1992 : monitrice de 1^{re} classe 1^{er} échelon (indice 550).

Mme AWILI Mananawè, n° mle 009945-B, monitrice de 1^{re} classe 1^{er} échelon (catégorie D — indice 550) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, titulaire du certificat élémentaire d'aptitude pédagogique (CEAP), session de mai 1993, série concours, est intégrée dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'institutrice-adjointe de 3^e classe 1^{er} échelon (catégorie C — indice 550) à compter du 1^{er} janvier 1994 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général) AC I an 9m 5j.

L'intéressée est élevée aux échelons supérieurs de son grade à compter des dates suivantes :

— 26.03.1994 : institutrice-adjointe de 3^e classe 2^e échelon

— 26.03.1996 : institutrice-adjointe de 3^e classe 3^e échelon (indice 650).

Arrêté n°137/MPEFP du 12/5/97 — M. NEKERE Mola-Yidaw, n° mle 033074-U, instituteur-adjoint de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie C — indice 750) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis au certificat d'aptitude pédagogique (CAP — série concours) ajourné aux épreuves pratiques et orales de 1992-1993, session des 16 et 17 janvier 1992, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'instituteur de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie B — indice 750) à compter du 1^{er} janvier 1994 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général).

— 01.01.1996 : BARARMNA-BOUKPESSI Missowina Diti, n° mle 027908-W, professeur des CEG de 3^e classe 2^e échelon (indice 1200).

L'ancienneté dans la nouvelle catégorie est acquise à compter du 1^{er} janvier 1994, date du dernier avancement de grade de l'intéressé.

L'intéressé est élevé au 2^e échelon de son grade (indice 850) à compter du 1^{er} janvier 1996.

Arrêté n°138/MPEFP du 12/5/97 — Est rapporté en ce qui concerne M. SOSSAH Syleteh Dji-Dji, n° mle 022977-B, l'arrêté n° 00520/MTFP du 12 juin 1996 portant promotion.

M. SOSSAH Syleteh Dji-Dji, n° mle 022977-B, instituteur-adjoint de 3^e classe 4^e échelon (catégorie C — indice 700) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis au certificat d'aptitude pédagogique (CAP, série concours), ajourné aux épreuves pratiques et orales de 1990-1991, session des 12 et 13 octobre 1990, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'instituteur de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie B — indice 750) à compter du 1^{er} janvier 1992 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 21 du budget général).

L'intéressé est élevé aux échelons supérieurs de son grade à compter des dates suivantes :

— 01.01.1994 : instituteur-adjoint de 2^e classe 2^e échelon

— 01.01.1996 : instituteur-adjoint de 2^e classe 3^e échelon (indice 950).

Arrêté n°139/MPEFP du 12/5/97 — Est rapporté en ce qui concerne M. LOTA Kolombia, n° mle 026036-W, l'arrêté n° 00520/MTFP du 12 juin 1996 portant promotion.

M. LOTA Kolombia, n° mle 026036-W, instituteur de 2^e classe 4^e échelon (catégorie B — indice 1050) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis au certificat d'aptitude au professorat dans les collèges d'enseignement général (CAP-CEG), série concours, session des 4 et 5 mai 1993, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité de professeur des CEG de 3^e classe 1^{er} échelon (catégorie A2 — indice 1100) à compter du 1^{er} janvier 1994 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 21 du budget général).

L'ancienneté dans la nouvelle catégorie est acquise à compter du 1^{er} janvier 1992, date du dernier avancement automatique d'échelons dans son corps d'origine.

L'intéressé est élevé aux échelons supérieurs de son grade à compter des dates suivantes :

- 01.01.1994 : professeur des CEG de 3^e classe 2^e échelon
- 01.01.1996 : professeur des CEG de 3^e classe 3^e échelon (indice 1300).

Arrêté n° 141/MPEFP du 12/5/97 — Sont rapportés en ce qui concerne M. KOUKA Ouinlassida, n° mle 029111-Z, les arrêtés n°s 00312/METFP du 12 avril 1991 et 00700/METFP du 16 novembre 1993 portant avancement automatique d'échelons.

M. KOUKA Ouinlassida, n° mle 029111-Z, instituteur-adjoint de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie C — indice 750) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis au certificat d'aptitude pédagogique (CAP), série concours, session des 11 et 12 octobre 1990, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'instituteur de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie B — indice 750) à compter du 1^{er} janvier 1991 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général).

L'ancienneté dans la nouvelle catégorie est acquise à compter du 17 avril 1989, date du dernier avancement de grade de l'intéressé dans son ancien corps.

L'intéressé est élevé aux échelons supérieurs de son grade à compter des dates suivantes :

- 17.04.1991 : instituteur de 2^e classe 2^e échelon
- 17.04.1993 : instituteur de 2^e classe 3^e échelon
- 17.04.1995 : instituteur de 2^e classe 4^e échelon (indice 1050).

Arrêté n° 142/MPEFP du 12/5/97 — Est rapporté en ce qui concerne M. AKAKPO-ADZIM Yawo Gawonou, n° mle 026894-Y, l'arrêté n° 00090/METFP du 23 février 1996 portant avancement automatique d'échelons.

M. AKAKPO-ADZIM Yawo Gawonou, n° mle 026894-Y, instituteur de 1^{re} classe 1^{er} échelon (catégorie B — indice 1150) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, titulaire du certificat de fin d'études normales supérieures (CFENS-lettres, option : français), promotion : 1992-1995, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité de professeur des CEG de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A2 — indice 1100) à compter du 29 juin 1995 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 21 du budget général).

Pendant la durée du stage, l'intéressé est soumis aux dispositions de l'article 24 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

M. AKAKPO-ADZIM continuera à percevoir le traitement correspondant à l'indice 1150 qu'il a atteint dans son ancien corps.

Arrêté n° 143/MPEFP du 12/5/97 — M. LAGAZA Bagoé, n° mle 039877-P, professeur des collèges d'enseignement général de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A2 — indice 1100) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, titulaire du diplôme de maîtrise ès-lettres, option : anglais, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité de professeur de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A1 — indice 1300) à compter du 1^{er} juillet 1996 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 21 du budget général).

Arrêté n° 144/MPEFP du 12/5/97 — M. KILI Ma-wiyèm, n° mle 015169-K, moniteur d'enseignement de classe exceptionnelle (catégorie D — indice 670) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis au certificat élémentaire d'aptitude pédagogique (CEAP), série concours, session des 4 et 5 mai 1993, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'instituteur-adjoint de 3^e classe 4^e échelon (catégorie C — indice 700) à compter du 1^{er} janvier 1994 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général).

L'ancienneté dans la nouvelle catégorie est acquise à compter du 1^{er} janvier 1994, date du dernier avancement automatique dans son ancien corps.

L'intéressé est promu au grade d'instituteur-adjoint de 2^e classe 1^{er} échelon (indice 750) à compter du 1^{er} janvier 1996.

Arrêté n° 145/MPEFP du 12/5/97 — M. ANKOU Komivi Agbénoxévi, n° mle 031928-S, agent de recouvrement de 1^{re} classe 1^{er} échelon (catégorie C — indice 750) du cadre des fonctionnaires du trésor, titulaire du diplôme de l'Ecole Nationale d'Administration (ENA), cycle I, promotion : 1992-1995, option finances et trésor, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité de contrôleur du trésor de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie B — indice 750) à compter du 4 décembre 1995, date de sa reprise de service et conserve son affectation actuelle (section 09, chapitre 28 du budget général).

L'ancienneté dans la nouvelle catégorie est acquise à compter du 6 janvier 1995, date du dernier avancement dans son corps.

Arrêté n° 89/MEPEFP du 7/5/97 — M. KASSANG Haratékpé, n° mle 040174-Q, infirmier d'Etat de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie B — indice 750) du cadre du personnel médical et technique de la Santé publique qui a accompli avec succès l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son grade à compter du 26 juin 1996 et conserve une ancienneté d'un an.

Arrêté n° 91/MPEFP du 7/5/97 — M. ATCHADAM Tikpi, n° mle 040272-A, attaché d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A2 — indice 1100) du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, qui a accompli avec succès l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son grade à compter du 1^{er} mars 1996 et conserve une ancienneté d'un an.

Arrêté n° 92/MEPEFP du 9/5/97 — Mlle TEBIE Mazalo, n° mle 039484-N, attachée d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie A2 — indice 1100) stagiaire, du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, qui a accompli avec succès l'année réglementaire de stage, est titularisée dans son grade à compter du 1^{er} janvier 1996 et conserve une ancienneté d'un an.

Arrêté n° 93/MPEFP du 9/5/97 — Mmes HODO Ama Loèwu, n° mle 040310-Y et PABOZI N'Do, n° mle 040311-H, attachées d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaires (catégorie A2 — indice 1100), du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, qui ont accompli avec succès l'année réglementaire de stage, sont titularisées dans leur grade à compter du 14 septembre 1996 et conservent une ancienneté d'un an.

Arrêté n° 95/MPEFP du 9/5/97 — M. TAMAKLOE AZAMESU Koffi Mawuli, n° mle 021107-V, inspecteur central de trésor de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A1 — indice 1300), du cadre des fonctionnaires du trésor, qui a accompli avec succès l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son grade à compter du 21 décembre 1995 et conserve une ancienneté d'un an.

Arrêté n° 140/MPEFP du 12/5/97 — Mlle d'AL-MEIDA Dédé Ezénam, n° mle 039675-D, attachée d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A2 — indice 1100), du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, qui a accompli avec succès l'année réglementaire de stage, est titularisée dans son grade à compter du 30 mai 1995 et conserve une ancienneté d'un an.

L'intéressée est élevée au 2^e échelon de son grade à compter du 30 mai 1996 (AC néant).

Arrêté n° 153/MPEFP du 13/5/97 — Mme AHOSOU Afua Sénam, n° mle 039391-R, médecin de 2^e échelon stagiaire (catégorie A1 — indice 1450), du cadre du personnel médical et technique de la Santé publique, qui a accompli avec succès l'année réglementaire de stage, est titularisée dans son grade à compter du 1^{er} juillet 1995 et conserve une ancienneté d'un an.

L'intéressée est élevée aux échelons supérieurs de son grade dans les conditions suivantes :

01.07.1994 : médecin de 3^e échelon (indice 1600) AC épuisée
01.07.1996 : médecin de 4^e échelon (indice 1750).

Arrêté n° 154/MPEFP du 13/5/97 — M. ITITO Koffi, n° mle 038087-Z, technicien de commerce de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie B — indice 750), qui a accompli avec succès l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son grade à compter du 1^{er} janvier 1993 et conserve une ancienneté d'un an.

L'intéressé est élevé aux échelons supérieurs de son grade à compter des dates suivantes :

01.01.1994 : technicien de commerce de 2^e cl. 2^e éch. (AC : épuisée)
01.01.1996 : technicien de commerce de 2^e cl. 3^e éch. (indice 950).

Arrêté n° 155/MPEFP du 13/5/97 — M. ADJEVI Kossi, n° mle 039878-Y, professeur d'enseignement général de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A1 — indice 1300), du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, qui a accompli avec succès l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son grade à compter du 1^{er} octobre 1989 et conserve une ancienneté d'un an.

L'intéressé est élevé aux échelons supérieurs de son grade dans les conditions suivantes :

01.10.1990 : prof. d'ens. gén. de 3^e cl. 2^e éch. (AC : néant)
01.10.1992 : prof. d'ens. gén. de 3^e cl. 3^e éch.
01.10.1994 : prof. d'ens. gén. de 3^e cl. 4^e éch. (indice 1750).

Arrêté n° 156/MPEFP du 13/5/97 — M. AFAN-DOMI Yaovi, n° mle 039353-T, infirmier-adjoint de 3^e échelon stagiaire (catégorie D — indice 350), du cadre du personnel médical et technique de la Santé publique, qui a accompli avec succès l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son grade à compter du 10 février 1995 et conserve une ancienneté d'un an.

L'intéressé est élevé au 4^e échelon de son grade à compter du 10 février 1996 : AC épuisée.

Arrêté n° 157/MPEFP du 13/5/97 — M. ATUA-KUMA Yawo Kpomoné, n° mle 038281-K, professeur d'enseignement général de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A1 — indice 1300), du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, qui a accompli avec succès l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son grade à compter du 1^{er} juillet 1993 et conserve une ancienneté d'un an.

L'intéressé est élevé aux échelons supérieurs de son grade dans les conditions suivantes :

01.07.1994 : prof. d'ens. gén. de 3^e cl. 2^e éch. (AC : néant)
01.07.1996 : prof. d'ens. gén. de 3^e cl. 3^e éch. (indice 1600).

Arrêté n° 158/MPEFP du 13/5/97 — M. TCHALA-AKALA Bidi, n° mle 016428-E, animateur de programme de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A2 — indice 1100), du cadre des fonctionnaires de la radiodiffusion, qui a accompli avec succès l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son grade à compter du 1^{er} août 1995 et conserve une ancienneté d'un an.

L'intéressé est élevé à l'échelon supérieur de son grade (indice 1200) à compter du 1^{er} août 1996 (AC épuisée).

Arrêté n° 159/MPEFP du 13/5/97 — M. AHADJI Komi Mawuena, n° mle 039374-Y, infirmier-adjoint 3^e échelon stagiaire (catégorie D — indice 350), du cadre du personnel médical et technique de la Santé publique, qui a accompli avec succès l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son grade à compter du 1^{er} mars 1995 et conserve une ancienneté d'un an.

L'intéressé est élevé au 4^e échelon de son grade (indice 390) à compter du 1^{er} mars 1996 (AC épuisée).

Arrêté n° 168/MPEFP du 15/5/97 — M. AMEDON Assou, n° mle 007532-W, inspecteur de classe exceptionnelle, du cadre des fonctionnaires des postes et télécommunications, est placé sur sa demande dans la position de détachement pour servir auprès de l'Office des Postes et Télécommunications du Togo (OPTT) à compter du 14 juin 1995.

Pendant la durée du détachement, les émoluments de M. AMEDON ainsi que la contribution complémentaire de 20 % à la Caisse de Retraites du Togo seront à la charge de l'OPTT.

L'intéressé subira sur son traitement indiciaire de base la retenue pour pension de 7 %.

Arrêté n° 109/MPEFP du 9/5/97 — M. ADZODO Kodjo Mawuli, n° mle 030184-J, médecin-inspecteur de 3^e échelon du cadre du personnel médical et technique de la Santé publique, relevant du ministère de la Santé est placé sur sa demande dans la position de détachement pour servir auprès de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) pour une durée de douze (12) mois, valable du 22 avril 1996 au 21 avril 1997 inclus.

Durant la période du détachement, les émoluments de M. ADZODO seront à la charge de l'OMS et la contribution complémentaire de 20 % à la Caisse de Retraites du Togo sera imputée sur le budget général du Togo en application des dispositions de l'article 62, alinéa 3 de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991.

L'intéressé subira sur son traitement indiciaire de base la retenue pour pension de 7 %.

Arrêté n° 112/MPEFP du 9/5/97 — M. AGBEZUDO Kokou Folly, n° mle 028092-F, ingénieur de génie rural de 1^{re} classe 1^{er} échelon, du cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits, en service à la direction de l'Aménagement et de l'Équipement rural, est placé sur sa demande dans la position de détachement pour servir auprès du programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) au Cap-Vert pour une durée de vingt trois (23) mois, valable du 1^{er} octobre 1996 au 31 août 1998 inclus.

Pendant la durée du détachement, les émoluments de M. AGBEZUDO seront à la charge du PNUD et la contribution complémentaire de 20 % à la Caisse de Retraites du Togo sera imputée sur le budget général du Togo en application des dispositions de l'article 62, alinéa 3 de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991.

L'intéressé subira sur son traitement indiciaire de base la retenue pour pension de 7 %.

Arrêté n° 113/MPEFP du 9/5/97 — M. KOLLA Kadanga, n° mle 036930-C, contrôleur du trésor de 2^e classe 3^e échelon, du cadre des fonctionnaires du trésor en service au

ministère de la Justice et des Droits de l'Homme est mis à la disposition du ministère des Mines, de l'Équipement, des Transports, des Postes et Télécommunications.

Le traitement de l'intéressé reste imputable à la section 09, chapitre 24 du budget général jusqu'au 31 décembre 1997.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé à son nouveau poste.

Arrêté n° 114/MPEFP du 9/5/97 — M. HOUNGUES Kouami, n° mle 033544-J, administrateur civil principal 3^e échelon, du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, en service au ministère du Plan et de l'Aménagement du Territoire est mis à la disposition du ministère de la Santé.

Le traitement de l'intéressé reste imputable à la section 35, chapitre 15 du budget général jusqu'au 31 décembre 1997.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé à son nouveau poste.

Arrêté n° 110/MPEFP du 9/5/97 — M. AJAVON Amakoé Apunukpato Tekpovi, n° mle 020507-V, ministre plénipotentiaire de 1^{re} classe 3^e échelon du cadre des fonctionnaires des Affaires Étrangères et de la Coopération, précédemment en service au cabinet du Premier ministre est remis à la disposition du ministère des Affaires étrangères et de la Coopération.

Le traitement de l'intéressé reste imputable à la section 05, chapitre 11 du budget général jusqu'au 31 décembre 1997.

Arrêté n° 160/MPEFP du 13/5/97 — M. KOUDONOU Kodjo Odjoh, n° mle 030101-X, aide-comptable de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (indice 550), qui a accompli avec succès l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son grade à compter du 1^{er} juillet 1992 et conserve une ancienneté d'un an.

L'intéressé est élevé aux échelons supérieurs de son grade à compter des dates suivantes :

01.07.1983 : aide-comptable de 2^e cl. 2^e éch. (AC : épuisée)

01.07.1985 : aide-comptable de 2^e cl. 3^e éch.

01.07.1987 : aide-comptable de 2^e cl. 4^e éch. (indice 700).

M. KOUDONOU Kodjo Odjoh, aide-comptable de 2^e classe 4^e échelon est promu au grade d'aide-comptable de 1^{re} classe 1^{er} échelon (indice 750) à compter du 1^{er} juillet 1989.

L'intéressé est élevé aux échelons supérieurs de son grade à compter des dates suivantes :

01.07.1991 : aide-comptable de 1^{re} cl. 2^e éch.

01.07.1993 : aide-comptable de 2^e cl. 3^e éch. (indice 850).

Arrêté n° 162/MPEFP du 13/5/97 — Est rapporté en ce qui concerne M. GBETOULA Têko Seinamey, n° mle 021434-U, l'arrêté n° 00982/METFP du 26 septembre 1995 portant avancement automatique d'échelons.

La situation administrative de M. GBETOULA Têko Seinamey est reprise comme suit :

Catégorie A2

01.09.1993 : conseiller-adjoint d'orientation de 2^e cl. 2^e éch. (indice 1600).

Catégorie A1

29.12.1995 : administrateur civil 3^e échelon (ind. 1600) AC 2a 3m 28 j

29.12.1995 : administrateur civil 4^e échelon (ind. 1750) AC 3m 28 j.

La date du prochain avancement de grade de l'intéressé dans le nouveau corps est fixée au 1^{er} septembre 1997.

Arrêté n° 161/MPEFP du 13/5/97 — La situation administrative de M. GBLOMATSI Koku, n° mle 013773-F est régularisée comme suit :

Catégorie C

01.01.1993 : imprimeur principal 3^e échelon (indice 1000)

Catégorie B

20.12.1995 : secrétaire d'administration de 2^e classe 4^e échelon (indice 1050) AC : 11m. 19j.

La date d'effet du prochain avancement de grade de l'intéressé est fixée au 1^{er} janvier 1997.

Arrêté n° 100/MPEFP du 9/5/97 — M. AHYEE Dézi Comlan Bénoni, n° mle 005611-M, professeur d'enseignement général de 2^e classe 3^e échelon du cadre des fonctionnaires de l'enseignement en service au projet « Education en matière de Population », est admis sur sa demande à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour compter du 1^{er} avril 1997 conformément aux dispositions de l'article 8, 1^{er} alinéa de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991.

Arrêté n° 90/MPEFP du 7/5/97 — Il est mis fin à compter du 1^{er} décembre 1996 au détachement des agents ci-après désignés de la Société Nationale d'Investissement et Fonds Annexes et remis à la disposition des ministères suivants :

Ministère d'Etat, chargé de l'Economie et des Finances

— BESSI Kama Joseph, n° mle 033592-J, administrateur civil de CE

— MENSAH Otsu Assumè Cosmas, n° mle 007057-K, commis d'administration ppal 3^e échelon

— KETE Coco-Tiaco Pierrette, épouse SALAH, n° mle 007016-S, secrétaire d'adt. ppale 3^e éch.

Ministère du Plan et de l'Aménagement du Territoire

— DANHOUNSROU Kouassi, n° mle 024990-G, administrateur civil ppal 3^e échelon.

Ministère d'Etat chargé de l'Industrie et du Commerce

— BAYOR Soufiane, n° mle 022160-S, administrateur civil ppal 3^e échelon.

Arrêté n° 122/MPEFP du 9/5/97 — Il est mis fin à compter du 13 novembre 1996 au détachement de Mme BONFOH, épouse WESLEY, n° mle 009024-A, agent d'animation sociale principale 2^e échelon du cadre du personnel médical et technique de la Santé publique auprès du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) en Haïti.

L'intéressée est remise à la disposition du ministre de la Promotion féminine et de la Protection sociale.

Arrêté n° 128/MPEFP du 12/5/97 — Il est mis fin à compter du 9 janvier 1997 au détachement de M. LEMOU Kpohou-Badang, n° mle 009073-K, technicien supérieur du développement de classe exceptionnelle, en service à la direction générale du Développement social.

L'intéressé est remis à la disposition du ministre de la Promotion féminine et de la Protection sociale.

Arrêté n° 117/MPEFP du 9/5/97 — M. KASSANKO-GNO Yao, n° mle 028067-V, médecin en chef 3^e échelon du cadre du personnel médical et technique de la Santé publique en service à la faculté de médecine à l'Université du Bénin placé dans la position de détachement suivant arrêté n° 1150/METFPAS du 7 novembre 1994 pour servir auprès de l'OMS est maintenu dans cette même position pour une nouvelle période allant du 1^{er} juillet 1995 au 2 décembre 1996.

Durant la période du détachement, les émoluments de M. KASSANKOGNO seront à la charge de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et la contribution complémentaire de 20 % à la Caisse de Retraites du Togo sera imputée sur le budget général du Togo en application des dispositions de l'article 62-2^e alinéa de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991.

L'intéressé subira sur son traitement indiciaire de base la retenue pour pension de 7 %.

Arrêté n° 118/MPEFP du 9/5/97 — Mme GBADEG-BEGNON Ayawovi Lonlonko, n° mle 026234-U, administrateur civil principal 3^e échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, placée sur sa demande dans la position de détachement pour servir auprès du Programme des Nations Unies pour le Développement à Kigali (Rwanda) est maintenue dans cette même position pour une nouvelle période de douze (12) mois, valable du 1^{er} septembre 1996 au 31 août 1997 inclus.

Durant la durée du détachement, les émoluments de Mme GBADEGBEGNON seront à la charge du PNUD et la contribution complémentaire de 20 % à la Caisse de Retraites du Togo sera imputée sur le budget général du Togo en application des dispositions de l'article 62, alinéa 3 de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991.

L'intéressée subira sur son traitement indiciaire de base la retenue pour pension de 7 %.

Arrêté n° 119/MPEFP du 9/5/97 — Mlle TRENOU Bironké, n° mle 036395-V, secrétaire d'administration de 2^e classe 4^e échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, en service à la direction générale du Travail et des Lois sociales est mise en position de stage de formation professionnelle à l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) de Lomé pour une durée de trois (3) ans, valable du 4 novembre 1996 au 3 novembre 1999 inclus.

Arrêté n° 120/MPEFP du 9/5/97 — Mlle AMEGATSE Ablavi Délali, n° mle 034850-U, sage-femme d'Etat de 1^{re} classe 2^e échelon, du cadre du personnel médical et technique de la Santé publique, en service à la direction préfectorale de la santé de Tchoudjo, est mise en position de stage de formation professionnelle à l'Ecole des Assistants Médicaux (EAM-UB) à l'Université du Bénin pour une durée de trois (3) ans, valable du 14 octobre 1996 au 13 septembre 1999 inclus.

Arrêté n° 121/MPEFP du 9/5/97 — Les agents ci-après désignés relevant des ministères suivants, sont mis en position de stage de formation professionnelle à l'Ecole Nationale d'Administration dans les conditions suivantes :

Deux (2) ans du 4 novembre 1996 au 3 novembre 1998 inclus

Présidence de la République

NABINE Gnonh, n° mle 036097-K, documentaliste de 2^e classe 4^e échelon

Ministère du Plan et de l'Aménagement du Territoire

KADJA Abalodjam, n° mle 036166-Q, géographe de 2^e classe 4^e échelon.

Ministère de la Communication et de la Formation civique

KOUDAKPO Komlan, n° mle 036183-H, rédacteur en chef de l'information de 2^e cl. 4^e éch.

Trois (3) ans, valable du 4 novembre 1996 au 3 novembre 1999 inclus

Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération

TONAGA Akéla-Esso, n° mle 034630-Q, secrétaire d'adt. de 1^{re} cl. 2^e éch.

Arrêté n° 123/MPEFP du 9/5/97 — Mme LEMOUETOU Mazalo, épouse BLEOUSSI, n° mle 030328-J, infirmière d'Etat de 1^{re} classe 3^e échelon, du cadre du personnel médical et technique de la Santé publique, en service au centre de santé de Lomé, est placée sur sa demande dans la position de maintien par ordre sans affectation pour rejoindre son mari en poste à l'Ambassade du Togo à Paris en application des dispositions de l'article 12 (nouveau) bis du décret n° 67-129 du 22 juin 1967.

Arrêté n° 115/MPEFP du 9/5/97 — Mme AJAVON Dédé Essi, épouse ADJAO, n° mle 024040-J, professeur d'enseignement général de 2^e classe 2^e échelon, du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, précédemment en service au lycée de Gbényédzikopé placée dans la position de disponibilité sans traitement pour rapprochement de conjoints suivant arrêté n° 1193/METFPAS du 16 novembre 1994, est maintenue dans cette même position pour une nouvelle période de deux (2) ans, valable du 30 septembre 1996 au 29 septembre 1998 inclus, en application des dispositions de l'article 98-2^e alinéa de l'ordonnance n° 1 du 4 janvier 1968.

Arrêté n° 111/MPEFP du 9/5/97 — M. TSEKPUIA Yao Biga, n° mle 025572-E, instituteur-adjoint de 2^e classe 2^e échelon, du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, en service à l'école primaire publique de Kuma-Dunyo (Kloto centre) suspendu de ses fonctions suivant arrêté n° 0313/METFP du 12 avril 1996 est rappelé à l'activité et remis à la disposition du ministre de l'Education nationale et de la Recherche.

Arrêté n° 104/MPEFP du 9/5/97 — Est constatée à compter du 6 septembre 1993, la reprise de service de M. AKAKPO Kossi Apéli, n° mle 020185-K, infirmier d'Etat principal 3^e échelon, du cadre du personnel médical et technique de la Santé publique, en service au centre médico-social d'Anié, mis en position de stage de formation professionnelle à l'Ecole des Assistants Médicaux à l'Université du Bénin (EAM-UB) suivant arrêté n° 412/METFP du 15 avril 1992.

L'intéressé est remis à la disposition du ministre de la santé.

Arrêté n° 174/MPEFP du 16/5/97 — Est constatée à compter du 19 novembre 1996, la reprise de service de Mlle AGONGLOVI Manavi, n° mle 031673-T, adjoint administratif de 1^{re} classe 3^e échelon, du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale précédemment en service à la DGPE mise en position de stage de formation professionnelle à l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) suivant arrêté n° 173/MPEFP du 16 mai 1997.

L'intéressé est remis à la disposition du ministre de la Promotion de l'Emploi et de la Fonction publique.

Arrêté n° 105/MPEFP du 9/5/97 — Est constatée à compter du 6 septembre 1993, la reprise de service de M. LAWSON-PLACCA Latévi, n° mle 014706-C, infirmier d'Etat principal 3^e échelon, en fonction au centre médico-social de Kpélé Goudévé, mis en position de stage de formation professionnelle à l'Ecole des Assistants Médicaux de l'Université du Bénin (EAM-UB) de Lomé suivant arrêté n° 412/METFP du 15 avril 1992.

Arrêté n° 106/MPEFP du 9/5/97 — Est constaté à compter des dates suivantes, le retour de stage des agents ci-après désignés relevant du ministère de la Communication et de la Formation civique, mis en position de stage de

formation professionnelle au Centre Inter-Africain d'Etudes en Radio-Rurale de Ouagadougou (CIERRO) suivant arrêté n° 95-019/PM-METFP-AS du 19 décembre 1995.

Du 22 juillet 1996

M. DJONDO Koffi-Bla K. Michel, n° mle 024120-A, secrétaire d'administration de 1^{re} classe 1^{er} échelon, précédemment en service à la direction du personnel, de l'orientation et de la formation.

Du 5 août 1996

M. JOHNSON-MIHLUEDO Assiba, n° mle 020166-G, journaliste de classe exceptionnelle, précédemment en service à la direction de la radiodiffusion de Lomé.

Les intéressés sont remis à la disposition du ministère de la Communication et de la Formation civique.

Arrêté n° 107/MPEFP du 9/5/97 — Est constaté à compter du 2 mai 1996, le retour de stage de M. OUT-CHANTCHA Awima Atouté, n° mle 036178-L, attaché d'administration de 2^e classe 4^e échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, en service à la direction des finances, mis en position de stage de formation professionnelle au Centre Ouest Africain de Formation et d'Etudes bancaires (COFEB) à Dakar (Sénégal) suivant arrêté n° 96-014/PM-METFP du 5 juillet 1996.

L'intéressé est remis à la disposition du ministère de l'Economie et des Finances.

Arrêté n° 108/MPEFP du 9/5/97 -- Est constaté à compter du 29 juillet 1996 le retour de stage de M. MAKU Kodjo, n° mle 036049-K, assistant social de 2^e classe 3^e échelon du cadre du personnel médical et technique de la Santé publique en service à la Direction générale du Développement social mis en position de stage de formation professionnelle à Rabat (Maroc) suivant arrêté n° 96-005/PM-METFP du 24 avril 1996.

L'intéressé est remis à la disposition du ministère de la Promotion féminine et de la Protection sociale.

Arrêté n° 124/MPEFP du 9/5/97 — Mme ADJANOR Ahouéfa, épouse KOUASSI, n° mle 014647-R, assistante médicale de 1^{re} classe 3^e échelon (catégorie A2 — indice 1700), du cadre du personnel médical et technique de la Santé publique, titulaire du diplôme de santé publique à l'issue d'un stage de formation professionnelle à l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) pour une durée de dix (10) mois, est promue au grade d'assistante médicale principale 1^{er} échelon (indice 1800) à compter du 21 novembre 1995 et conserve son affectation actuelle (section 23, chapitre 20 du budget général).

L'ancienneté dans le nouvel échelon est acquise à compter du 1^{er} août 1994, date du dernier avancement automatique d'échelon de l'intéressée.

L'intéressée est élevée au 2^e échelon (indice 1900) de son grade à compter du 1^{er} août 1996.

Arrêté n° 147/MPEFP du 13/5/97 — M. AGBENU Koku Semenyo, n° mle 039392-S, médecin de 3^e échelon (catégorie A1 — indice 1600), titulaire du diplôme d'études spécialisées de chirurgie générale de l'Université du Bénin est élevé au 4^e échelon de son grade (indice 1750) à compter du 1^{er} janvier 1996 et conserve son affectation actuelle (section 23, chapitre 20 du budget général).

L'ancienneté dans le nouvel échelon est acquise à compter du 1^{er} janvier 1996.

Arrêté n° 148/MPEFP du 13/5/97 — Est rapporté en ce qui concerne M. EDE Kakpéou Kossi, n° mle 023872-J, l'arrêté n° 00982/METFP du 26 septembre 1995, portant avancement automatique d'échelons dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement ;

M. EDE Kakpéou Kossi, n° mle 023872-J, professeur des collèges d'enseignement général de 1^{re} classe 1^{er} échelon (catégorie A2 — indice 1800) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, titulaire du diplôme de technicien en photo-reproduction, retouches techniques de scanner de l'école privée de technique d'impression et de reproduction en République fédérale d'Allemagne, du certificat niveau moyen I en Allemand (langue étrangère), de l'attestation de stage Branche : art, graphique/dessin — illustration de l'école professionnelle Blocherer Schule en République fédérale d'Allemagne, est élevé au 2^e échelon de son grade (indice 1900) à compter du 3 août 1992, date de sa reprise de service et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 35 du budget général).

M. EDE est élevé au 3^e échelon de son grade (indice 2000) à compter du 11 septembre 1994.

Arrêté n° 149/MPEFP du 13/5/97 — M. BADAMELI Kossi Simvéilé Mondomsiba, n° mle 033184-J, professeur d'enseignement général de 3^e classe 4^e échelon (catégorie A1 — indice 1750) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, titulaire du doctorat de troisième cycle de l'Université Michel de Montaigne-Bordeaux 3 (France) est promu au grade de professeur d'enseignement général de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie A1 — indice 1900) à compter du 1^{er} octobre 1995, date de rappel à l'activité et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 28 du budget général) AC : 1 an 23 jours.

M. BADAMELI est élevé au 2^e échelon de son grade (indice 2050) à compter du 2 septembre 1996.

Arrêté n° 150/MPEFP du 13/5/97 — Est rapporté en ce qui concerne Mlle BOMA-ATTA Bassanté, n° mle 020231-Z l'arrêté n° 00519/METFP du 12 juin 1996, portant promotion.

Mlle BOMA-ATTA Bassanté, n° mle 020231-Z sage-femme d'Etat de 1^{re} classe 3^e échelon (catégorie B — indice 1350) du cadre du personnel médical et technique de la Santé publique, titulaire du diplôme de formation en santé familiale à l'issue d'un stage de formation professionnelle d'une durée de neuf (9) mois vingt neuf (29) jours à Montréal. est

promue au grade de sage-tenme d'Etat principal 1^{er} échelon (indice 1450) à compter du 9 mars 1992, date du retour de stage et conserve son affectation actuelle (section 23, chapitre 20 du budget général).

L'ancienneté dans le nouveau grade est acquise à compter du 1^{er} août 1991.

Mlle BOMA-ATTA Bassanté, n° mle 020231-Z est élevée aux échelons supérieurs de son grade à compter des dates suivantes :

- 01.08.1993 : sage-femme d'Etat principal 2^e échelon
- 01.08.1995 : sage-femme d'Etat principal 3^e échelon (indice 1650).

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter du 3 octobre 1996.

Arrêté n° 151/MPEFP du 13/5/97 — Une bonification d'ancienneté de deux (2) ans un (1) mois quatre (4) jours est accordée à M. Agbézudo Kossi Wolédji n° mle 036518-Y, ingénieur adjoint d'Agriculture de 3^e cl. 3^e éch. (cat. B ind. 950) pour ses services antérieurs accomplis du 15 juin 1987 au août 1990 à la Société Nationale pour la Rénovation et le Développement de la Cacaoyère et la Cafetière Togolaise (SRCC) conformément aux dispositions de l'article 31 (nouveau) du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

La situation administrative de l'intéressé est révisée comme suit :

- 6-8-94 : ingénieur adjoint d'Agriculture de 3^e cl. 3^e éch. 2 ans 1 mois 4 jours de bonification.
- 6-8-94 : ingénieur adjoint d'Agriculture de 3^e cl. 4^e éch. (ind. 1050) 1 mois 4 jours de bonification.

La date du prochain avancement de grade de l'intéressé est fixée au 2 juillet 1996.

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter du 13 juin 1996.

Arrêté n° 152/MPEFP du 13/5/97 — Une bonification d'ancienneté de deux (2) ans (3) mois (28) jours est accordée à M. Moukpe Gnidikou Balakibawi, n° mle 036480-A, adjoint technique d'Agriculture de 2^e cl. 4^e éch. (cat. C ind. 700) du cadre des fonctionnaires de l'Agriculture, de l'Elevage, des Eaux et Forêts et du Conditionnement des Produits pour ses services antérieurs accomplis au projet de développement du petit élevage dans la région de la Kara (PRODEPEKA) en qualité de chef sous-secteur à Bafilo (Assoli) et à Kara du 1^{er} janvier 1987 au 29 juin 1990 inclus en application des dispositions de l'article 31 (nouveau) du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

La situation administrative de M. Moukpe Gnidikou Balakibawi n° mle 036480-A, est reprise comme suit :

- 3-7-96 : adjoint technique d'Agriculture de 2^e cl. 4^e éch. 2 ans 3 mois 28 jours de bonification.
- 3-7-96 : adjoint technique d'Agriculture de 1^{re} classe 1^{er} échelon (ind. 750) 3 mois 28 jours de bonification.

La date du prochain avancement automatique d'échelons de l'intéressé est fixée au 5 mars 1998

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter du 18 octobre 1996.

Arrêté n° 146/MPEFP du 13/5/97 — Mme Djobo Larba épouse Takassi, n° mle 020668-N, professeur des collèges d'enseignement général de 1^{re} classe 3^e échelon (catégorie A2 — indice 2 000) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, titulaire de l'attestation du diplôme de licence ès-sciences de l'Education, est promu au grade de professeur des CEG de classe exceptionnelle (indice 2 100) à compter du 12 septembre 1995, date du dernier avancement automatique d'échelons et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 21 du budget général).

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter du 30 avril 1996.

Arrêté n° 125/MPEFP du 12/5/97 — Une autorisation spéciale d'absence et de sortie du territoire national avec traitement, valable du 26 mai au 25 juin 1997 inclus est accordée à Mme Ajavon Kokoé, épouse Wilson, n° mle 019432-J, assistante sociale principale 3^e échelon du cadre du personnel médical et technique de la Santé publique, en service à la Direction de la Promotion et Protection de la Famille à Lomé pour lui permettre de subir des examens médicaux en France.

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE

Arrêté n° 42/MEN-R du 5-5-97 — Sont déclarés définitivement admis aux Examens et Concours Professionnels, session des 8 et 9 novembre 1994, reportée aux 22 et 23 novembre 1994, les candidates et candidats dont les noms suivent :

Certificat d'Aptitude Pédagogique (CAP)

I/ Option : Premier degré

A/ Série : Examen

- Youkoué Nana Mama 036362-U EPP Sangbana IEPD Oti
- Tako Samié Atewinesso 036146-U EPP Agoudadè/A IEPD-Assoli
- Alikizan Bidalinam 036136-J EPP Larini IEPD-Tchamba
- Soulémana Wourobadi 036388-N EPP Dzogbé-Kopé IEPD-Sotouboua-N
- Awunyo Kossi Atsou Gogo 036363-D du 23 septembre IEPD Kloto-Sud
- Ayih Kodjo Agbénowossi 033144-A EPP Tonuvé IEPD Avé
- Adjahouinou Comlan Amétowoyona 036618-C EPP Bè-Gare IEPD Lomé-Aéroport
- Dorkénoo Ayawovi Sistavi 034754-U EPP Félicio de Souza IEPD Lomé-Aéroport
- Agbé Komla Ganyon 035628-E EPP Wonyomé/B IEPD Lomé-Ouest
- Awounouh Komla Dodji 036144-A EPP Kodjoviakopé IEPD Lomé-Ouest
- Kchao Ménguizani 036157-P EPP Agoè-Nyivé/C IEPD Lomé-Ouest
- Kangni Messan Kpessou 036606-G EPP Baguida IEPD Lomé-Port.

B/ Série : Concours

Kongué Kolani Lhamboni 032986-I EPP Djapak IEPD Tône-Ouest
 Noglo Kokou 032989-P EPP Kombonloaga IEPD Tône-Ouest
 Gnanlé Akpalo 033030-G EPP Mate IEPD Kéran
 Tégnon Gnanile Mis-Hanam 028898-P EPP Deoute IEPD Kéran
 Batanama Tidatoa Badji-Bassa 027763-M EPP Agoundé IEPD Doufelgou
 Abéya Koumassi 025553-T EPP Térôda IEPD Binah
 Tog'na Awissa Libadimann 013960-J EPP Pagouda IEPD Binah
 Abdou Fousséni 013529-T EPP Kolidè IEPD Kozah-Sud
 Anaté Tchamié 033045-F EPP Dongayo IEPD Kozah-Sud
 Bédéma Kézié Bilakiyé 032870-Y EPP Soumbou IEPD Kozah-Sud
 Bidarounoum Kodjo 033049-K EPP Bounoh IEPD Kozah-Sud
 Djarikaka Ougniya 030976-J EPP Pitiyé IEPD Kozah-Sud
 Mangbassim Patouani 015556-N EPP Soumbou IEPD Kozah-Sud
 Pali Kouloum 011739-D EPP Dongayo IEPD Kozah-Sud
 Simala Gbandi 018614-Y EPP Kossobio IEPD Assoli
 Kongnakou Fidè 029777-T EPP Guérin-Kouka IEPD Bassar-Nord
 Mensah Kodjo Mawugnigan 024409-K EPP Namon IEPD Bassar-Nord
 Pétchinsi Awi 021172-N EPP Koubouabou IEPD Bassar-Sud
 Tcha Kokou 024723-D EPP Natchitikpi IEPD Bassar-Sud
 Koumaï Napo 024920-S EPP Bassar-Aviation IEPD Bassar-Sud
 Tchamié Tako 031454-Y EPP T. E. IEPD Bassar-Sud
 Ali-Maman Gbati 031403-V EPP Tabalo IEPD Tchaoudjo-Nord
 Attisoh Folli 032705-T EPP Kossobio IEPD Tchaoudjo-Nord
 Lamba Anousra Amah 018832-J EPP Barrière IEPD Tchaoudjo-Nord
 Limazié Kpèyouwè 027727-R EPP Kouvon IEPD Tchaoudjo-Nord
 Baméa Agoda dit Kasséka 028882-L EPP Toukoudjou IEPD Sotouboua-Nord
 Kakalimsiwé Tossa 024405-F EPP Bassar IEPD Sotouboua-Nord
 Kpohou Toyi Mawèke 029570-U EPP Bago IEPD Sotouboua-Nord
 Padjodoum Yao 028897-K EPP Centrale-Bassar IEPD Sotouboua-Nord
 Tchayiza Sama 025481-T EPP Aouda IEPD Sotouboua-Nord
 Walla Soumdo 032947-M EPP Toukoudjou IEPD Sotouboua-Nord
 Batchassi Komla 030971-V EPP Yéloum-Bagna Blitta
 Blandé Egbèlo-Yom Essosimna 027693-F EPP Agbandi-Marché Blitta
 Dégbé Comlan Okino 031213-P EPP N'Poti Blitta
 Hognon Vissin Amédjéamé 020687-Z EPP Yégué Blitta
 Lakaza Tcham 013702-Q EPP Pagala-Gare Blitta
 Lakignang Kao 010737-B EPP Wiyamdé Blitta
 Tougouma Kpamkpalga 024472-J EPP Tcharé-Baou Blitta
 Agui Fiogan 029825-T EPP Kokoté IEPD Ogou-Nord
 Klevor Komivi Mawouna 029817-B EPP Centrale IEPD Ogou-Nord
 Kouli Atcholé Essobiou Kokou 033062-Y EPP Kpéhoun IEPD Ogou-Nord

Sabas Koulibaya Hankpada 033170-U EPP Awagomé IEPD Ogou-Nord
 Tcha-Tom Kabassim 031178-U EPP Léon IEPD Ogou-Nord
 Adzaklo Kokou Agbessi 029245-P EPP Gléi IEPD Ogou-Sud
 Agbety Kodzo Nyuiamedi 031064-S EPP Datcha IEPD Ogou-Sud
 Labi Nambia 028943-Z EPP Assante IEPD Ogou-Sud
 Lawson Tèvi Lolo 022406-Y EPP Midoudou IEPD Ogou-Sud
 Tagba Alassane Baza 010938-C EPP Glitto
 Agbanadji Mahoulé Koffi 030956-W EPP Baya Copé IEPD Haho
 Agbassou Yao 033029-X EPP Kpélé IEPD Haho
 Akué-Ka Aдови Akpata 021396-E EPP Coopérative/A IEPD Haho
 Amédékagna Komlan Ignézako 029592-A EPP Camp/A IEPD Haho
 Bolé Kossi Ido 029021-X EPP Camp/B IEPD Ogou-Sud
 Adam Boukari Traoré 012141-F EPP Badou-Dzin./A IEPD Wawa
 Agboka Ayanou Obuibé 030175-R EPP Enyilavasse IEPD Wawa
 Afoleho Kossi Ametowoyona 017067-D EPP Kolo IEPD Wawa
 Akossi Atsu Evényo 026789-X EPP Dzogbegan IEPD Wawa
 Alli Sodou 033042-C EPP Bakdou-B IEPD Wawa
 Anku Komlan Minogbe Sesenu 020043-D EPP Itimogo IEPD Wawa
 Atilé Koffi 015566-Y EPP Kessibo-Uvliwube IEPD Wawa
 Assemua Kuma-Sapong 012122-U EPP Badou-Stade IEPD Wawa
 Baba Anani 021846-T EPP Badou-Dzindzi IEPD Wawa
 Bangna Kpatcha Falla 014389-P EPP Assanoubou-Azigo IEPD Wawa
 Dagadu Yawo Walako 021323-V EPP Wampa Kopé IEPD Wawa
 Doh Yao Déla-Seenam 020547-D EPP Kamina IEPD Wawa
 Donko Kossi 023098-L EPP Veh-Lakpanou IEPD Wawa
 Donkovi Kodzo François 019004-W EPP Gobe IEPD Wawa
 Dotse Kossi 026232-A EPP Gbadi-N'Kougna G/A IEPD Wawa
 Eglé Komi Agbéko 026156-W EPP Kpalavé-Gbohoho IEPD Wawa
 Etsé Yawovi 028798-Q EPP Tomégbé IEPD Wawa
 Kiakpam Kouassi 029802-C EPP Akloa IEPD Wawa
 Kogno Yao Dodzi 017674-L EPP Kpogueré IEPD Wawa
 Kouroupara Akili Afez 019307-V EPP Badou-B IEPD Wawa
 Kpogan Dzigbodi Kugblénu 034133-X EPP Kpete-Maflo IEPD Wawa
 Lawson Boévi Amoyikou 013234-L EPP Kessibo-Sewa IEPD Wawa
 Mawouvi Komlan Sokpo 027777-B EPP Klabe-Efoukpa IEPD Wawa
 Mégbénu Ougbessiley Koffi 024642-C EPP Sarakawa/B IEPD Wawa
 Nkolé Komla Efuabué 020428-N EPP Kpète-Bèna IEPD Wawa
 Nyadzo Kokou Agbessi 025966-Q EPP d'Enawoé IEPD Wawa
 Tchabodé Tchagouni 031391-Z EPP Sarakawa IEPD Wawa
 Tchakondo Sama Biva 024686-Y EPP Kougnohou IEPD Wawa

Vessikpo Yaovi 021417-B EPP Veh-Mangassi IEPD Wawa
 Woamesse Kossikuma Kélatu 007776-A EPP Agbo-Kopé
 IEPD Wawa
 Abouki Koega Pinouwé 032910-G EPP Tchefoulé Aza
 IEPD Amou
 Améhamé Kokou Izalèdu 015553-K EPP Hihéatro-Centre
 IEPD Amou
 Atinoukpo Komi Agbémadi 015022-Q EPP Amlamé IEPD
 Amou
 Dossou Koffi Agbénoxévi 024538-L EPP Igbo Amou IEPD
 Amou
 Dorsou Komlatse 026183-Z EPP Ebouaka Kopé IEPD
 Amou
 Kamazina Abalo 031142-Y EPP Elavagnon IEPD Amou
 Agbadouh Vivoda Kossi 008306-U EPP Tutu IEPD Kloto-
 Nord
 Kondo Akakpo Evamé 032959-R EPP Kpéglo IEPD Kloto-
 Nord
 Ada yawo Ametefe 021498-C EPP Kpadafe IEPD-Kloto-
 Centre
 Adika Mensah 027714-C EPP Fiomaketodzi IEPD-Kloto-
 Centre
 Agbodan Koko Djodjina Tonyewonya 021270-G EPP Kpa-
 limé Nyiveme IEPD Kloto-Centre
 Agouda Sama 027749-X EPP Kpalimé Nyiveme IEPD Klo-
 to-Centre
 Akoto Komi Sewonou 018620-W EPP Yokele IEPD Kloto-
 Centre
 Amévor Yao Mensah 022954-L EPP Kpime Seva IEPD
 Kloto-Centre
 Apédo Kossi Nyamétso 024863-Z EPP Kpadafe IEPD Klo-
 to-Centre
 Attigan Kokou Agbessignale 032867-V EPP Atakpame-
 Kodzi IEPD Kloto-Centre
 Atiogbe Kossi Venuny 017282-U EPP Kpalimé-Nyiveme
 IEPD Kloto-Centre
 Ayeko Koffi Senonkpon 016368-A EPP Kametonu IEPD
 Kloto-Centre
 Ayewutse Kossi Agbetonyo 021425-T EPP Kpalimé-Cen-
 trale IEPD Kloto-Centre
 Dakitse Afua Massah Djigbodi 027968-S EPP Atakpame-
 Kodzi IEPD Kloto-Centre
 Degboe Adzoa Akpene 027666-C EPP Kpalimé-Centre
 IEPD Kloto-Centre
 Degboe Yao Gawonu 024738-C EPP Yokele IEPD Kloto-
 Centre
 Dokoe Koffi Fiwumo 013714-L EPP Kpalimé-Gare IEPD
 Kloto-Centre
 Ekoué Kodjogan 032734-Q EPP Kpadafe IEPD Kloto-Cen-
 tre
 Essé Kossiwa Djigbodi 029972-W EPP Kpalimé-Centrale
 IEPD Kloto-Centre
 Etsé Abra Edzodzinam 031371-D EPP Kpalimé Dzodzoe-
 kodzi IEPD Kloto-Centre
 Fioklou Kouami Zoblénéa 014414-Y EPP Yeviefe IEPD
 Kloto-Centre
 Foly Adjoa Biasé 019535-Z EPP Kpalimé 30 août IEPD
 Kloto-Centre
 Gbadoe Ayélé Novignon 024872-A EPP Kpalimé-Centrale
 IEPD Kloto-Centre
 Kakotse Akoevi Kekesi 031923-D EPP Kpalimé Kpame-
 kodzi IEPD Kloto-Centre
 Kemey Kossi Doekpo 012128-S EPP Agrippakofe IEPD
 Kloto-Centre
 Kotoe Ata Elemawusi 022224-A EPP Amou-Oblo IEPD
 Kloto-Centre
 Lawson Anoko-Dan 032764-N EPP Kpalimé Kpegolo
 IEPD Kloto-Centre

Lonkey Kokou Tasele 029195-V EPP Kuma Konda IEPD
 Kloto-Centre
 Motto Koffi Elemawusi 024708-E EPP Klo-Mayondi IEPD
 Kloto-Centre
 Namboul Yendoumban 023172-E EPP Kp. Agoe Kodzi
 IEPD Kloto-Centre
 Papapi Koku Dzifa 027840-A EPP Hanyigba-Duga IEPD
 Kloto-Centre
 Tadona Fo-ontba 032960-S EPP Agome Tomegbe IEPD
 Kloto-Centre
 Tchagodomou Samarou 031296-A EPP Kuma Konda
 IEPD Kloto-Centre
 Tsipotu Novissi Dometo 022953-B EPP Kp. Nyiveme IEPD
 Kloto-Centre
 Tsogbé Kossi Sedinam 027648-A EPP Kpalimé-Zongo
 IEPD Kloto-Centre
 Agbi Komlan Wolanyo 022614-G EPP Amuzukopé/A
 IEPD Kloto-Centre
 Gahe Ama Dela Mamle 021375-H EPP Amuzukopé/B
 IEPD Kloto-Centre
 Gbloénaku Abra Akofa 020681-T EPP Avetowou/A IEPD
 Kloto-Centre
 Kougbanhoue Awoussi Aholou 031148-W EPP Tomeg-
 be/A IEPD Kloto-Centre
 Koveh Komi Dodzi Agbélenkor 029168-S EPP Adzakpa
 IEPD Kloto-Centre
 Napo Nissao 026161-K EPP Gblainvié/B IEPD Zio-Nord
 Sékagnon Amavi 010780-N EPP Daviémodzi IEPD Zio-
 Nord
 Takora Tchein 033093-F EPP Gblainvié/A IEPD Zio-Nord
 Tossouvi Kodjovi 025305-B EPP Tsévié-Centrale/A IEPD
 Zio-Nord
 Modjro Fo-Koffi Ametowoyona 031042-L EPP Wémé/B
 IEPD Zio-Sud
 Nonkou Kossi 033024-A EPP Davié-Rails IEPD Zio-Sud
 Adjor Komi 011769-B EPP Tonouvé IEPD - Avé
 Ajavon Ayi Womewonyan 021726-G EPP Tabligbo n° 1 B
 IEPD Yoto
 Avoudjigbé Gbébléwou 024771-D EPP Gblainvié-Cen-
 tre/A IEPD Yoto
 Bessanvi Kuami Manékpo 031077-F EPP Tabligbo 2/A
 IEPD Yoto
 Ekoué-Bla Kounédédi Foli 015569-T EPP Démocratie
 IEPD Yoto
 Goné Kokou 018923-V EPP Tabligbo 1/C IEPD Yoto
 Johnson-Braque Kodjo Amissah Amédjranamedo 022469-
 X EPP Tchékpo n° 3 IEPD Yoto
 Kètékou Komi Djodjiko 021171-D EPP Tchékpo-Dévé
 IEPD Yoto
 Kossi Kodjo 033107-V EPP Kpessékopé IEPD Yoto
 Koumaglo Holehomé Yaovi 015067-M EPP Amondji
 IEPD Vo
 Gnamey Kokouvi Glokpo 008269-P EPP Blima-Condji
 IEPD Lacs-Est
 Adigo Aményizi T. Awori 021258-C EPP Assoucondji
 IEPD Lacs-Ouest
 Adonkou Akouété Kovi 033035-V EPP Séwatsricopé/B
 IEPD Lacs-Ouest
 Djodjogan Yao Avutsu 015039-H EPP Zowla IEPD Lacs-
 Ouest
 Adéla Adzowa 008258-L EPP Wuiti-Atsati IEPD Lomé-
 Aéroport
 Adenka Adediran Akofa 029576-S EPP Wuiti-Atsati IEPD
 Lomé-Aéroport
 Adomayakpo Kodjo Atsu Tètè 032912-G EPP Hédzrana-
 woé IEPD Lomé-Aéroport
 Ajavon Ayélé Zandor 019665-B EPP Aniko-Palako IEPD
 Lomé-Aéroport

Aménounvé Ayélégan Kafui Adjoavi 013837-P EPP Félicio de Souza n° 2 IEPD Lomé-Aéroport
 Mayikou Akouété Kodjo 021298-L EPP Bè-Aklassou IEPD Lomé-Aéroport
 Opawale Ossouola Oladélé 010669-P EPP Aniko-Palako IEPD Lomé-Aéroport
 Sayi Dagbadji Emégnissè 027710-Y EPP Wuiti-Nukafu IEPD Lomé-Aéroport
 Acolatse Kodjo Céloamé Ekli 008261-T EPP Dadzie IEPD Lomé-Université
 Adjetey-Bahun Anyôko Djigbôdé 023575-R EPP Tokoin-Tamé IEPD Lomé-Université
 Lawson Zankli Têté Sussu 018879-H EPP Bohn IEPD Lomé-Université
 Lodonou Ayawovi Dodzi Mawuli 029617-K EPP Nouvelle-Marché IEPD Lomé-Université
 Polo Kparou Antah épouse Zabin 010901-X EPP Tokoin-Cité IEPD Lomé-Université
 Poudéma Tchadou Pirem 021386-U EPP Doumassesse IEPD Lomé-Université
 Wodekor-Ekpé Yawo 012933-F EPP Adjallé IEPD Lomé-Université
 Amaglo Affatchawo Kokou 016326-G EPP Kodjoviakopé IEPD Lomé-Ouest
 Amégan Kodjo Agbégnô 028878-G EPP Totsi/A IEPD Lomé-Ouest
 Déglo Etse Agbenyega 028687-R EPP Sagbado IEPD Lomé-Ouest
 Kankoué-Aho Ekoué Tata 028979-V EPP Tokoin-Ouest IEPD Lomé-Ouest
 Nolitse Komi 031440-A EPP Logopé IEPD Lomé-Ouest
 Vidégla Kodédjro 033009-B EPP Ségbé IEPD Lomé-Ouest
 Késsougbo Yawa Dovi Namaline 005781-F EPP Anfame IEPD Lomé-Port
 Lawson-Ayéku Lartévi Mawuenah Demanyan PEF EPP Anfame IEPD Lomé-Port
 Yaovi Maoulé 021136-J EPP Poudrière IEPD Lomé-Port
 Dagbovie Anumu Ayawovi 016538-U EPP Boulevard de la Paix Lomé Bureaux
 Gbété Comlan Fanti Dina 022906-L EPP Kokousse-Kondji Lomé Bureaux
 Malam Moussa Bounou-Yakinou 021297-B EPP Gendarmerie Lomé Bureaux

II / Option préscolaire

A : Série Examen

Néant

B : Série Concours

Néant

Certificat Élémentaire d'Aptitude Pédagogique (CEAP)

A - Série Examen

Madjalani Magléwé 037960-J EPP Korbongou IEPD Tône-Est
 Midjenténa Mafamaba Batébawi 031382-Y EPP Mango IEPD Oti
 Kpantchaou Koutalessi 031086-G EPP Pouda IEPD Doufelgou
 Kpmissi Kodjo Simwabim 036469-P ENI-Kara IEPD Kozah-Sud

Kassilé Kossi Akandja 027588-E EPP Bafilo IEPD Assoli
 Ali Zatchi Nini Kèrèg'né 026152-J EPP Kpagalam IEPD Tchaoudjo-Nord
 Bonfoh Bassabi Yokoti 029872-J EPP Akamadé IEPD Tchaoudjo-Nord
 Napo Kossi 025354-L EPP Kpalafoulassi IEPD Tchaoudjo-Nord
 Gbandey Wapondi 029900-W EPP Centrale IEPD Tchaoudjo-Sud
 Amévo Anani Agbenyo 018907-M EPP N'Kpaléou IEPD Blitta
 Koura Farasamba 031346-U EPP Centrale IEPD Bassar-Sud
 Tétéra Mkatpogue 037516-N EPP Tchatchaninadé IEPD Bassar-Sud
 Yoma Pidjadéou 033104-S EPP Binaparba IEPD Bassar-Sud
 Nassougou Assinon 024645-F EPP Datcha-Atakpayi IEPD Ogou-Sud
 Bassah Essi Tefe 031408-J EPP Kpalimé-Zongo IEPD Klo-to-Centre
 Biwou Afi Delali 030748-N EPP Atakpamé Kondji IEPD Klo-to-Centre
 Djodjourni Témitan Akouavi 029611-M EPP Weme IEPD Zio-Sud
 Drafor Kodzo Tsaley 038844-H EPP Gbave IEPD Zio-Sud
 Edo Kossivi Allakpeto Adondji 033524-W EPP Lébé/B IEPD Zio-Sud
 Ahedor Kodjo Djoko 025606-Q EPP Djéta IEPD Lacs-Est
 Assiobo-Tipoh Ablavi Kayi 031120-J EPP Bd de la paix IEPD Lomé-Aéroport
 Doe Amavi Sénamé épe Kodjovi 037859-V EPP Camp RIT IEPD Lomé-Université
 Gnofam Kossia Ayindo 031554-C EPP Adjougba IEPD Lomé-Université
 Ihou Comlan Adimavou 032035-M EPP Doumassesse IEPD Lomé-Université
 Palanga Akpeng Fègbam 029572-N EPP Gbonvié IEPD Lomé-Université
 Outcha Afiwa épe Oni 031044-E EPP Tamé IEPD Lomé-Université
 Ywassa Gnanta épe Loko 031966-Q EPP Tamé IEPD Lomé-Université

B - Série : Concours

Laré-Logou Wamongue 017764-N EPP Boulougou IEPD Tône-Ouest
 Moyen Ndoukoe 023962-L EPP Bodjopal IEPD Tône-Ouest
 Allinguéyiré Komna Anaté 016007-Z EPP Kokote IEPD Kéran
 Badjonsim Kossoua 027502-Q EPP Niamtougou IEPD Doufelgou
 Lombo Kossi 023122-L EPP Kadjalla IEPD Doufelgou
 Djondo Tchallo 017443-M EPP-Nampoch IEPD Bassar-Nord
 Kpante-Mada Kondi 025274-U EPP Binadjoube IEPD Bassar-Sud
 Assaré Tsoékéo Ablavi Domenyueivo 020391-H EPP-Komah IEPD Tchaoudjo-Sud
 Yévu Akuvi Afesi 018993-B EPP Centrale IEPD Tchamba
 Kounté Komlavi Akarim Mtekounem 022283-V EPP Bagala-Gare IEPD Blitta
 Laré Lardja 025518-G EPP Blitta-Campement IEPD Blitta
 Ouro-Gnaou Tcha-Bodi Kalankou 027454-Q IEPD Tchaloudé IEPD Blitta
 Tamaka Gnandi 026045-X EPP Pagala IEPD Blitta

Tchakpala Takouda Kadah Bouwèssodjolo 017964-E EPP Blitta-Centrale IEPD Blitta
 Dagbégnon Messan 013769-T EPP Bansa-Kokolo IEPD Ogou-Nord
 Eha Kodjo Amévi Sika 011841-B EPP Lom-Nava IEPD Ogou-Sud
 Godévi Mensah Kanko 023897-T EPP Akpesseme IEPD Ogou-Sud
 Kodjo Abla Désiadé 022763-V EPP Djama-Kpota IEPD Ogou-Sud
 Koumenyanou Mawulawoè Ablavi 020810-U EPP Gléi IEPD Ogou-Sud
 Maridja Yarebome 022128-A EPP Kpesseme IEPD Ogou-Sud
 Sabi Manawéssiwé 022605-F EPP Blitta Centrale IEPD Ogou-Sud
 Yovotse Akossiwavi Sepegna 022737-B EPP Santé IEPD Haho
 Fiankou Kodjo-Elom Woazoï 022272-A EPP Badou/C IEPD Wawa
 Wayikpo Yao Agbenowossi 018029-X EPP Badou/C IEPD Wawa
 Agbo Essohaname 027206-Y EPP Dafo IEPD Kloto-Nord
 Amah-Tchoutchoui Kovi 022434-C EPP Govié IEPD Kloto-Nord
 Banasso Kpankéwoe Bleza 017344-J EPP Kpakope IEPD Kloto-Nord
 Gaglonou Kodzo Novinyo 023888-S EPP Gbaladze IEPD Kloto-Nord
 Gamedah Essi Ametova 017552-S EPP Dougba IEPD Kloto-Nord
 Kpodo Adjovi Nazoanussuè 017738-U EPP Tutu IEPD Kloto-Nord
 Mara N'zonou Magninabou 019650-C EPP Lavie IEPD Kloto-Nord
 Mouzou Kpago-Abalo 025567-R EPP Govié IEPD Kloto-Nord
 Yawo Massan 024323-V EPP Govié IEPD Kloto-Nord
 Aziki Akuvi Edzodzinam 017329-K EPP Klo-Mayondi IEPD Kloto-Centre
 Lamadokou Akouvi 017758 EPP Klo-Mayondi IEPD Kloto-Sud
 Adabassou N. Komi Mensan 020028-E EPP Gapé-Centre /A IEPD Zio-Nord
 Agba Tchatcharileba 020553-P EPP Tetebe IEPD Zio-Nord
 Sama Melga 018953-T EPP Kpali/B IEPD Zio-Nord
 Agbagnon Koffi Kponvi 017070-G EPP Djagblé IEPD Zio-Sud
 d'Almeida Kokoè Godo 017385T-B EPP Davié Centre IEPD Zio-Sud
 Duevi-Tsibiaku Akoko Essenam 031517-X EPP Kévé Gare IEPD Avé
 Alaglo Kossi Aholoudji 021748-N EPP Kouvé-Dopigbo IEPD Yoto
 Assih Pirézibè 015020-W EPP de Gakli IEPD Lomé-Aéroport
 Badjaglana Yéndoutié Di'Kaoulma 022928-S EPP Hédzranawoé IEPD Lomé-Aéroport
 Bonin Afiavi 021067-M EPP Bè-Gare/B Lomé-Aéroport
 Viagbo Adjoa Mawussi 022200-A EPP Wuiti-Nukafu Lomé-Aéroport
 Adjibaho Ayaba Biova 009343-R EPP Pa-De Souza IEPD Lomé-Port
 Amlon Kétéklé-Amélé 021044-W EPP Anfame IEPD Lomé-Port
 Akouété Adoté Adoudé 023794-L EPP Dadzie IEPD Lomé-Université

Etchri Sassou Agbodoba 021686-Y EPP Nouvelle-Marche IEPD Lomé-Université
 Koukpaki Soké Adjo 022574-Y EPP Nyékonakpoè IEPD Lomé-Ouest
 Tecklar-Danklou Amélé 031046-Y EPP Cacaveli IEPD Lomé-Ouest

II — Option Précolaire

Dayo Adjoavi 017402-U EPP Santé (Notsé) IEPD Haho

Certificat d'Aptitude au Monitorat

Tchagbalé Akondo Dihou 037576-J EPP Namab IEPD Bassar-Nord
 Tchefoune Adjowa 018009-B EPP Amou-Oblo IEPD Amou.

Décision n° 43/MENRS du 5 5 97 — Sont déclarés définitivement admis aux examens et concours professionnels, session des 8 et 9 novembre 1994 reportée aux 22 et 23 novembre 1994, les candidates et candidats dont les noms suivent :

Certificat d'Aptitude Pédagogique (CAP)

I/ Option : Premier degré

A/ Série : Examen

Iferouwa Bawoutou 602912-S EPC Tohoun IEPD Haho
 Adoukpo Komi Mawulé 602885-X EPE Notsé/A IEPD Haho
 Adzoyi Kwame Bely Mawulé 602873-T EPE Kativou IEPD Haho
 Kpeglo Kossi Mawulawoé 602919-H EPE Notsé/A IEPD Haho
 Aphoto Yawo Agbelengo 602631-H EPC Agu-Afégamé IEPD Agou
 Akakpo Kodjo Agbéko 602905-K EPC Ganavé IEPD Lacs-Ouest
 Apaloo Kodjo 602946-C EPC St.Pierre.Paul IEPD Lacs-Ouest
 Ayéké Mihlindo 602865-B EPC Afagna-G. IEPD Lacs-Ouest
 Dossavi Kokoévi Kafui 602794-L EPC Kwakumé IEPD Lomé-Aéroport
 Aziankpor Komi 602790-G EPC Immac. Con. IEPD Lomé-Ouest
 Ekué Gbossouh Ekuévi 602629-P EPC Kodjoviakopé IEPD Lomé-Ouest
 Koukou Kokou Gbémènu 602795-V EPC Nyékonakpoè IEPD Lomé-Ouest
 Piessou Tognessé Comlanvi 602888-S EPC Lomé-Port IEPD Lomé-Port
 Trétou Yawo Sewom 602626-L EPC Lomé-Port IEPD Lomé-Port
 Messan-Adjrolo Kokou 602805-F EPC Koketimé IEPD Lomé-Université

II/ Option : Précolaire

Galley Amavi Agblessi 602953-K IJE / Maritime

B / Série : Concours

Laré Palamangé Bayamin 601764-E C. Boubouaka IEPD Tône-Ouest
 Koulé Kountondja 601604-W C Tidonté IEPD Tône-Est
 Lamboni Kouami N'Pak N'Dame 601615-R C. Dapaong IEPD Tône-Est
 Koulintéa Mamonaba 600326-Y C. Feing IEPD Kozah-Sud
 Tchédre Tchapo Gbandi 602412-E C. Bassar-Ville IEPD Bassar-Sud
 Haden Kossi 602417-T C. Aleheredé IEPD Tcha-N
 Badjassim Mawoussi Mèra 601921-K C. Tcharè-Baou IEPD Blitta
 Dziwa N'Bouké Koffi 602457-B C. Agbandi IEPD Blitta
 Kounfe Noumévi Bognon 601920-A C. Tinrho IEPD Blitta
 Ekpeh Comlanvi Mawugblo — C. St Albert IEPD Ogou-Sud
 Badje Aku Hoedo 600558-G C. Assrama IEPD Haho
 Akaké Kokou Mensavi Obabuè 601522-L C. Tomégbé IEPD Wawa
 Amezunye Tata Komla 601848-A C. Badou/A IEPD Wawa
 Assari Kossi Lonou 601408-J C. Kamina IEPD Wawa
 Ikavi Kwami Délali 600895-R C. Kpété Béna IEPD Wawa
 Kpingbi Yao 602325-F C. Kpété Béna IEPD Wawa
 Obayi Mahouédéou N'Danikou 600839-Z C. Klabè Azafi IEPD Wawa
 Dom Yawo Mawulawoè 601935-H E. Bethel IEPD Wawa
 Nobo Kodzovi Azoko 602418-C E. Kougnouhou IEPD Wawa
 Adom Komlan Dzidzinyo 601780-N C. Kpété Hihéatro IEPD Kloto-Nord
 Akey Etchadépawa 602665-K C. Kuma Dovota IEPD Kloto-Centre
 Amégninou Kangnivi Kankoévi 602526-G C. Tsihmo IEPD Kloto-Centre
 Atitso Yawo Wovenu 602233-K C. St. Esprit IEPD Kloto-Centre
 Atsu Yawo Setsoafia 601691-V C. Wome Kloto-Centre
 Bakou Adzoa Sena 602537-T C. Gbalave-Avenon IEPD Kloto-Centre
 Etse Abra Sena 602332-N C. Kpadafé IEPD Kloto-Centre
 Trom Degbovi Kofi 600773-X C. Kpalimé Nogo IEPD Kloto-Centre
 Zanou Kwassi Mawuena 601004-W C. Gbalave-Avenon IEPD Kloto-Centre
 Deku Yao Bhougra Dzidula 602166-E E. Kp. Temple IEPD Kloto-Centre
 Atsou Semenyo Yao Sok 601503-H C. Kati IEPD Agou
 Konu Komi Nenonene 601075-M C. Tové-Agbessia IEPD Agou
 Agbodeka Eklou Agbenyegan 602662-Q C. Agbélouvé IEPD Zio-Nord
 Adzi Fo-Koffi Elémawussi 601346-U E. Tsévié/B IEPD Zio-Nord
 Améga Ahognado Komlavi 602408-S E. Tsévié/A IEPD Zio-Nord
 Yaka Amédo Koffi 602555-V C. Kévé/A IEPD Avé
 Abotsi Komlan Togbivi 601110-G C. de Hanyigba Todzi IEPD Yoto
 Kponka Atsu Agbemavi 602369-T C. de Ahépé Apédomé IEPD Yoto
 Gozo Abalo Kokou 600862-Q C. de Togoville IEPD Vo
 Agbanou Kodzovi Mawulom 602462-Y E. de Atsanvi IEPD Vo

Kouwoadan Komlavi Wovenu 601573-P E. Hahotoé/B IEPD Vo
 Ségnanou Koman — E. M. Chrét. Tigoè IEPD Vo
 Tchakadai Amavi Comlan 601097-T E. M. de Kpota IEPD Lacs-Ouest
 Ator Koffi Sedor 601993-K C. Providence IEPD Lomé-Ouest
 Tsaka Kossi Mawuvi 602906-U C. Adidogomé IEPD Lomé-Ouest
 Hukpoti Kokuvi 602367-H C. Baguida IEPD Lomé-Port
 Koku Kodjo Tomélan 601833-B C. Avépézo IEPD Lomé-Port
 Kouwonou Kodjo Adjivéna Délalie 601247-Z C. NDE Plage IEPD Lomé-Port
 Kowou Kokou Délali 602426-U C. Bè-Kpota IEPD Lomé-Aéroport
 Sodji Kossi 602877-F E. Salem Hanoukopé IEPD Lomé-Université.

Option : Précolaire

Néant

Certificat Élémentaire d'Aptitude Pédagogique (CEAP)*I/ Option Premier Degré***Série : Examen**

Tiem Lamoutidja 602866-L C. Kpong IEPD Tône-Ouest
 Kouliati Ntcha Nkouhanga 602860-N C. Wartema IEPD Kéran
 Foali Sandandja 602573-X C. Siou Nda IEPD Doufelgou
 Vanedzro Koffi Dzimatsi 602724-E E. Pya IEPD Kozah-Sud
 Hrahouta Timidiba 602940-E C. NDA Sokodé IEPD Tchaoudjo-Nord
 Kpaadjiga Dadjonga 602777-T C. Cathédrale B IEPD Tchaoudjo-Nord
 Kowda Yabaèna Lenaguidaba 602448-A C. Koboyo IEPD Tchaoudjo-Sud
 Modzinu Komla Mawuko 602707-M C. Cathédrale IEPD Ogou-Sud
 Agouzi Patou Kodjo 601646-Y C. Tado IEPD Haho
 Dzahlin Kondo 602822-Y E. Tado/Sud IEPD Haho
 Koffi Komlan 602824-J E. Assrama IEPD Haho
 Djobokou Kossi Agbélé 602655-H C. Agbanon IEPD Kloto-Nord
 Hayibo Komla Edem 602517-F C. Todomé IEPD Kloto-Nord
 Adjato Aku Semefa 602696-S C. Apadafe IEPD Kloto-Centre
 Agbotsé Dovi Adjo 602789-X C. Kp. St. Esprit IEPD Kloto-Centre
 Apénou Kwame 601700-W C. Kp. St. Esprit IEPD Kloto-Centre
 Etsé Abra Sena 602332-N C. Kp. St. Esprit IEPD Kloto-Centre
 Yawogan Yawo Agbenyega 602672-S C. Agomé-Kusuntu IEPD Kloto-Centre
 Agbonou Kodzo 602926-Q E. Gamé-Fokpé IEPD Zio-Nord
 Mégbéokpo Atakuma Mawusi 602667-D C. Kpomii-Apeyemé IEPD Zio-Sud
 Wéméné Koffi D. Mawuli 601658-U C. Gbatopé IEPD Zio-Sud
 Ekpé Komlan Agbénowossi 602527-R C. de Tchékpo/A IEPD Yoto

Adédiha Tokanou E Mis. Chrét. de Togoé IEPD Vo
 Dosseh Foli Komlan 602612-W E. Méthodi. de Kpota IEPD
 Lacs-Ouest
 Ayénavi Kodjo 601627-M C. Attitogon IEPD Lacs-Est
 Têté Kofi Mawuli 601875-D C. Kangnikopé IEPD Lomé-
 Port
 Agano Koffi Eméfa 602474-U T. Rails IEPD Lomé-Univer-
 sité
 Kouassi-Ecko Kwakou Edjri 602869-P C. Hanoukopé
 IEPD Lomé-Université
 Folitsè Amivi Enyonam 602507-W C. NDE Tokoin IEPD
 Lomé-Université

II/ Option Précolaire

Dakey Kossiwa 602959-R E. Adidogomé IEPD Lomé-Uni-
 versité
 Koffigan Yawa Mawunyo Ens. Aux. J.E. Tové-Ahundjo
 ENI-JE Kpalimé
 Ahiakpor Abia 602691-D N.D.E. Aného I.J.E/M

Série-Concours

Konlani Nakordjoa 601276-N EPC. Tanlongue IEPD Tône-
 Ouest
 Yogouba Dandjoi Diogbéne 600904-J EPC. Dapaong
 IEPD Tône-Ouest
 Dambri Mipak 601777-K EPC. Bogou IEPD Tône-Est
 Douti Iari 601493-X EPC. Dapaong IEPD Tône-Est
 Konlani Taréboatibe 602597-N EPC. Bombouaka IEPD
 Tône-Est
 Tiem de Pana Mintame Péné 601527-H EPC. Twaga IEPD
 Tône-Est
 Assondé Tidégaba Wenmima 600883-M EPC. Kara IEPD
 Kozah-Sud
 Badanaro Afoua 601418-U EPC. NDA IEPD Tcha-Nord
 Bahira Mawéraba Banouna 600689-T EPC. Cathédrale
 IEPD Tcha-Nord
 Lemgo Adjoa 601196-W EPC. N.D.A IEPD Tcha-Nord
 Bawana Konsaga Téébalana 600540-E EPC. Pagala-Gare
 IEPD Blitta
 Gagnlé Kokou Kuzalèdu 601523-V EPC. Blitta-Gare IEPD
 Blitta
 Sassibi Kankoumpou Nana 601297-K EPC. Blitta-Gare
 IEPD Blitta
 Fatchao Alougba Abia 600842-U EPC. Cathédrale IEPD
 Ogou-Sud
 Kokou Abra Evemidé 601925-X EPC. Cathédrale IEPD
 Ogou-Sud
 Sikpé Agbeyga Komla 602524-Q EPC. Dalia-Begu IEPD
 Haho
 Doh Kwadjo Kuma 602589-F EPC. Inoussa IEPD Wawa
 Koffignomi Adjaminan 601620-F EPC. Atigoza IEPD
 Wawa
 Akloua Séna 600392-S EPC. Agadji IEPD Amou
 Agbotsé Yawo Abotsi 602140-N EPC. Médéwunu IEPD
 Kloto-Nord
 Agbotsé Yawo Abotsi 602140-N EPC. Médéwunu IEPD
 Kloto-Nord
 Eklou Kossiwa Enyonam 600100-N St Raphaël IEPD Klo-
 to-Nord
 Eklou Saloma Wodome 600452-W EPC. Tutu IEPD Kloto-
 Nord
 Gblokpo Yawa Eseenam 602201-T EPC. Tsiko IEPD Klo-
 to-Nord
 Mawussi Yawa 601282-L EPC. St Raphaël IEPD Kloto-
 Nord

Komla-Kuma Kpatanyo 602343-H EPC. Elavagno IEPD
 Kloto-Nord
 Batatchéti Toumkouani Biolo 601213-P EPC. Kpalimé
 IEPD Kloto-Centre
 Gameda Essivi Awusinu 601954-L EPC. Agomé-Tomeg.
 IEPD Kloto-Centre
 Hiado Akossiwa Mawuko 601978-X EPC. Kpalimé-Nun.-
 K. Kloto-Centre
 Agbalékpou Yawa Mawussimé 602765-X EPE Nyogbo-
 Dzidzolé IEPD Agou
 Adzété Tsoekewo Sitsolé 602139-D EPE Adangbé IEPD
 Zio-Nord
 Evoda Yao Tsodjido 602239-A EPE Koudassi IEPD Zio-
 Nord
 Adjowou Ami Djigbodi 600004-N EPE Tsévié/B IEPD Zio-
 Nord
 Fiagno Kodjo 602149-P EPE Noépé/B IEPD Avé
 Adadé Kokoué Akpéné 601603-M EPE de Kovié IEPD
 Zio-Sud
 Sam Mélanie 600859-M EPE Bettanie/A IEPD Yoto
 Amédoamé Koffi Dzibodi 601455-H EPE Cath. de Kpémé
 IEPD Lacs-Ouest
 Abidonou Koffi Mawuli 602296-J EPE Jean-Paul II IEPD
 Lomé-Aéroport
 Mikéhoun Koami 601374-G EPE Bè-Lagune IEPD Lomé-
 Aéroport
 Midiohouan Tchotcho Novignon 602337-B EPE Danguipe
 IEPD Lomé-Aéroport
 Komla Afua 600463-R EPE Adidogomé IEPD Lomé-Ouest

II/ Option Précolaire

Kpakomon Kossiwa Sourou 600957-F C. Datcha IEPD
 Ogou-Sud

Certificat d'Aptitude au Monitorat (CAM)

I/ Option : Premier Degré

Koffi Afi 601694-Y C. Kpomé-Apéyéme IEPD Zio-Sud

II/ Option Précolaire

Néant

Enseignement privé laïque

Certificat d'Aptitude Pédagogique (CAP)

I/ Option : Premier Degré

Série : Examen

Allah-Assogba Ezih EPL Essor IEPD Lomé-Ouest
 Badéna Koussanta EPL La Fontaine IEPD Lomé-Ouest
 Kokou Ika Komla EPL La Sagesse IEPD Lomé-Ouest
 Agbenyo Kokou Mawuna EPL Port IEPD Lomé-Port
 Aglamey Ayao EPL Luminus IEPD Lomé-Port
 Felan Yao EPL Renaissance IEPD Lomé-Port
 Abotchi Komlavi EPL Envoyé Pa de Souza IEPD Lomé-Uni-
 versité
 Agbomina Kokouvi Ekpé EPL Montesquieu IEPD Lomé-
 Université
 Djaou Tayi Koulapénou EPL Plateau IEPD Lomé-Univer-
 sité
 Ekoué Kangni EPL Angés IEPD Lomé-Université

Série : Concours

Agba Koissi EPL La Synthèse IEPD Lomé-Aéroport

Certificat Élémentaire d'Aptitude Pédagogique (CEAP)**Série : Examen***I/Option Premier Degré*

Ali Essoufa EPL Fraternité Kara IEPD Kozah-Sud
Koutaha Pahorissiba EPL Mme Talle IEPD Kozah-Sud
Nutsua Komi Foli EPL L'Avenir IEPD Klotto-Centre
Aziabou Ayao EPL Fraternité IEPD Lomé-Port

I/Option Premier Degré

Aziagué Komlanvi Azossou EPL Bouba IEPD Lomé-Port
Djéguédé Komi Missiagbéto EPL Baby IEPD Lomé-Port
Fia Koffi Kongo EPL Persévérance IEPD Lomé-Port
Gnaba D. Comlanvi EPL Aménouvé IEPD Lomé-Port
Koudaya Amouzou EPL Persévérance IEPD Lomé-Port
Kpoka Kossi EPL Baby IEPD Lomé-Port
Lawson Anani-Bo Teyi EPL Port IEPD Lomé-Port
Missinou Soméno EPL Science et Conscience IEPD Lomé-Port

N'Sougan Ahoéléto Koku EPL Baby IEPD Lomé-Port
Sokpoli Kodzo EPL Avenir IEPD Lomé-Port
Zokpana Comlan EPL Persévérance IEPD Lomé-Port
Dekou Kokou EPL La Sagesse IEPD Lomé-Ouest
Ekoué Koffi EPL La Source IEPD Lomé-Ouest
Gamado Koffi Kuma Aziagba EPL La Madome IEPD Lomé-Ouest

Gbogbolomon Akoli EPL La Madome IEPD Lomé-Ouest
Hougbé François IEPD La Sagesse Lomé-Ouest
Sallah Kangni Koffi EPL Kouvahey IEPD Lomé-Ouest
Adjagbo Yao Senyo EPL La Charité IEPD Lomé-Aéroport
Akpatsa Komla EPL Mati IEPD Lomé-Aéroport
Assagbah Tété Mawuto EPL Mati IEPD Lomé-Aéroport
Assogbavi Folly Sênamé EPL Ayessou IEPD Lomé-Aéroport

Ayivi Ayayi Apéty EPL Charité Kléuvi IEPD Lomé-Aéroport

Edzi Kodzo EPL Institut Foadéy IEPD Lomé-Aéroport
Flinssou Anani EPL Bonsafo IEPD Lomé-Aéroport
Mawussi Komlan Titilabou EPL Mati IEPD Lomé-Aéroport

Nblesso Kokouvi EPL Bonsafo IEPD Lomé-Aéroport
Zagarago Akouavi EPL Ayessou IEPD Lomé-Aéroport
Adikou Kodzo Aménowodé EPL Le Salut IEPD Lomé-Université

Agbégninou Kloutsé Mawuégnigan EPL Le Tremplin IEPD Lomé-Université

Agbovi Akoli EPL Le Tremplin IEPD Lomé-Université
Amégbo Komitsé EPL Amesika IEPD Lomé-Université
Aményra Koffi Agbénoussi EPL Envol Hanoukopé IEPD Lomé-Université

Amouzouvi Akouété EPL La Promotion IEPD Lomé-Université

Atakura Karentassi Wakatchéré EPL Mon Trésor IEPD Lomé-Université

Dégboé Koffi EPL Le Salut IEPD Lomé-Université
Hodanou Kossi Mawuli EPL Le Tremplin IEPD Lomé-Université

Kakanou Amématsron EPL La Promotion IEPD Lomé-Université

Kantaah Bayaména EPL Relève 2 000 IEPD Lomé-Université

Koffi Komi Dovi EPL La Mouette du Plateau IEPD Lomé-Université

Komagbé Komla Alonyo EPL Mon Trésor IEPD Lomé-Université

Kpangou Sohoinin Kamboguibe EPL J. J. Rousseau IEPD Lomé-Université

Kuvo Komi EPL Relève 2 000 Lomé-Université

Logosu Teko Kokoe Mawulolo EPL Relève 2 000 IEPD Lomé-Université

Nayo Egah EPL Le Salut IEPD Lomé-Université

Nayo Yao EPL La Mouette du Plateau IEPD Lomé-Université

II/ Option : Précolaire

Néant

Série : Concours*I/Option Premier Degré*

Dagbovié Atsu EPL Plateau IEPD Lomé-Université
Abévi Kouami Adjignon EPL Fraternité IEPD Lomé-Port
Akoussan Kangni Amévor EPL Orphelinat-Renouveau IEPD Lomé-Port

II/ Option : Précolaire

Néant

Certificat d'Aptitude au Monitorat (CAM)*I/Option Premier Degré*

Tsonyagbé Atsu Nbuake EPL Fraternité IEPD Lomé-Port
Agbaglo Agbemasle Akouété EPL La Source IEPD Lomé-Ouest

II/ Option : Précolaire

Néant.

Arrêté n° 45/MEN-R du 5/5/97 — Sont déclarés définitivement admis aux examens et concours professionnels, session des 4 et 5 mai 1993, les candidates et candidats, ajournés aux épreuves pratiques et orales de 1992-1993, dont les noms suivent :

Certificat d'Aptitude Pédagogique (CAP)*Série : Examen**II/ Option : Précolaire*

Kouanvih Atifoua Kouamba 602950-Q I.J.E Ablogamé I.J.E/M

Série : Concours

Gnotigui Akouliki Koubala 033055-R EPP Koudji IEPD Binah

Sidétomey Komi 022776-A EPP Dzogbégan IEPD Wawa
Clouba Midémikoula 025950-G EPP Gaougblé-Alfa-Copé IEPD Ogoû-Nord

Certificat Élémentaire d'Aptitude Pédagogique (CEAP)*Série : Examen*

Néant

Série : Concours

Néant

Certificat d'Aptitude au Monitorat (CAM)

Bakawa Koffi 022590-G EPP Kpaigou IEPD Binah

Le présent arrêté prend effet pour compter du 1^{er} janvier 1995.

Arrêté n° 47/MEN-R du 5/5/97 — Sont déclarés définitivement admis aux examens et concours professionnels, session des 16 et 17 janvier 1992, les candidats et candidates dont les noms suivent :

Certificat d'Aptitude Pédagogique (CAP)*Série : Examen*

Bilaké Ekpowou Ens. Aux. EPP Tchabi-Copé IEPD Ogo-Nord

Série : Concours

Badjalimbé Eyadéma Panimaléleeng Ens. Aux. EPP Tchabi-Copé IEPD Ogo-Nord

Certificat Elémentaire d'Aptitude Pédagogique (CEAP)*Série : Examen*

Néant

*Série : Concours*Ihougan Kodjo 017613-F EPP Médjingné IEPD Ogo-Sud
Koutché Ikatcho Yaovi 023920-J EPP Gléi IEPD Ogo-Sud
Sabi Odonfoua 025394-U EPP de la Poste IEPD Ogo-Sud
Tiassou Akouélé 017984-S EPP Lom-Nava IEPD Ogo-Sud

Haménya Nathey Ens. Aux. EPP Gapé-Centre IEPD Zio-Nord

Certificat d'Aptitude au Monitorat (CAM)

Amissi Yandao 021260-W EPP Anié-Camp/CIEPD Ogo-Nord

Gbaré Lantam 022905-B EPP Gbadjahé IEPD Ogo-Nord.

Le présent arrêté prend effet pour compter du 1^{er} janvier 1993.

Arrêté n° 50/MEN-R/SG/DEPD du 5/5/97 — M. Logossou Kossi Mékédi Mawulom, n° mle 026273-T, instituteur principal 3^e échelon, précédemment chef de la section « ouverture d'écoles privées » à la Division des Statistiques Scolaires est nommé chef de ladite division et chargé des Statistiques des Examens et Concours Scolaires et Professionnels.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 51/MEN-R/SG/DEPD du 5/5/97 — M. Gagan Kokou Agbédidi, n° mle 021208-T, instituteur de 2^e classe 1^{er} échelon, précédemment chef de section à la Division du secrétariat est nommé chef de la section « ouverture d'écoles privées » à la Division des Statistiques Scolaires.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de sa signature.

ARRETE N° 52/MENR du 12 mai 1997 portant organisation et fonctionnement des directions régionales de l'Education du ministère de l'Education nationale et de Recherche (DRE)

LE MINISTRE,

Vu la Constitution de la République togolaise du 14 octobre 1992;

Vu l'ordonnance n° 16 du 6/5/75, portant réforme de l'enseignement au Togo;

Vu le décret n° 67-22 du 26/1/67, définissant les compétences ministérielles en matière de recrutement, d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel;

Vu le décret n° 82-137 du 11/5/82, fixant les principes généraux d'organisation du ministère de l'éducation nationale et de la recherche scientifique;

Vu le décret n° 92-195 du 12/8/92 portant réorganisation du ministère de l'éducation nationale et de la recherche scientifique;

Vu les nécessités des services;

ARRETE :**TITRE I****CREATION, NATURE ET ATTRIBUTIONS***Chapitre I***CREATION**

Article premier — Il est créé, conformément à l'article 26 du décret n° 92-192 visé, au sein du ministère de l'éducation nationale et de la recherche au niveau de chaque région et de la préfecture du Golfe et la commune de Lomé, une Direction Régionale de l'Education (DRE).

Art. 2 — Les directions régionales de l'éducation sont installées :

- A Lomé pour la préfecture du Golfe et la commune de Lomé
- A Tsévié pour la Région Maritime sauf la préfecture du Golfe et la commune de Lomé
- A Atakpamé pour la Région des Plateaux
- A Sokodé pour la Région Centrale
- A Kara pour la Région de la Kara
- A Dapaong pour la Région des Savanes.

*Chapitre II***NATURE**

Art. 3 — Les directions régionales de l'éducation sont des structures déconcentrées dans leur ressort territorial et sont compétentes pour toutes les questions relatives à l'éducation nationale et la recherche.

*Chapitre III***ATTRIBUTIONS**

Art. 4 — Les directions régionales de l'éducation ont autorité sur l'ensemble des établissements de tous ordres et de tous degrés, sur les inspections ainsi que toutes les autres structures relevant du département de l'éducation nationale et de la recherche.

ARt. 5 — Les directions régionales de l'éducation sont chargées de la mise en œuvre de la politique de l'éducation nationale, telle que définie à l'article 27 du décret n° 92-195 du 12 août 1992.

TITRE II

ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

Chapitre I

ORGANISATION

Art. 6 — Les directions régionales de l'éducation comportent les divisions suivantes :

- La division de l'enseignement du premier degré ;
- La division de l'enseignement du deuxième degré ;
- La division de l'enseignement du troisième degré ;
- La division de la Planification ;
- La division des Affaires Administratives et Financière ;
- La division des Examens et Concours.

Art. 7 — En cas de nécessité de service, d'autres divisions peuvent être créées sur proposition du directeur régional de l'éducation.

Art. 8 — Chacune de ces divisions est confiée à un chef de division placé sous l'autorité du directeur régional de l'éducation.

Art. 9 — Le directeur régional de l'éducation soumet au secrétaire général tout projet d'organisation interne de chaque division.

Chapitre II

FONCTIONNEMENT

Art. 10 — La division de l'enseignement du premier degré est chargée conformément aux règles et aux procédures définies par les directions centrales :

- de répartir vers les écoles et les jardins d'enfants les postes budgétaires préscolaire et primaire mis à la disposition de la direction régionale de l'éducation (ouverture et fermeture des classes, d'établissements : carte scolaire) ;
- de préparer à la signature du directeur régional de l'éducation, les projets de décisions d'affectation et de mutation régionales des personnels enseignant, administratif et technique de l'éducation en collaboration avec le corps d'inspection ;
- de transmettre avec avis les demandes de mutations inter-régionales à la direction de l'enseignement du premier degré relevant de la région ;
- de préparer les propositions de nomination et de promotion des personnels enseignant, administratif et technique de l'éducation du ressort de la région, en collaboration avec le corps d'inspection ;
- de coordonner l'animation et le contrôle pédagogiques des inspections pédagogiques ;
- de recevoir tous les rapports de titularisation et de visite. Les rapports de titularisation seront transmis à la direction de l'enseignement du premier degré.

Le directeur régional de l'éducation transmet aux enseignants inspectés méritants ses encouragements et sanctions les enseignants pour faute ou insuffisance professionnelle.

Art. 11 — La division de l'enseignement du deuxième degré est chargée conformément aux règles et aux procédures définies par les directions centrales :

- de répartir vers les collèges d'enseignement général les postes budgétaires des collèges d'enseignement mis à la disposition de la direction régionale de l'éducation (ouverture et fermeture des classes, d'établissements : carte scolaire) ;
- de préparer les projets de décisions d'affectation et de mutation régionales des personnels enseignant, administratif et technique de l'éducation en collaboration avec le corps d'inspection ;
- de transmettre avec avis les demandes de mutations inter-régionales à la direction de l'enseignement du deuxième degré ;
- de préparer les propositions de nomination et de promotion régionales du personnel enseignant, administratif et technique de l'éducation en collaboration avec le corps d'inspection ;
- de coordonner l'animation et le contrôle pédagogiques des inspections pédagogiques ;
- de recevoir tous les rapports de titularisation et de visite. Les rapports de titularisation seront transmis à la direction de l'enseignement du deuxième degré.

Le directeur régional de l'éducation transmet aux enseignants inspectés méritants ses encouragements et sanctionne les enseignants pour faute ou insuffisance professionnelle.

Art. 12 — La division de l'enseignement du troisième degré est chargée :

- de la répartition des postes budgétaires des lycées mis à la disposition de la direction régionale de l'éducation (ouverture et fermeture des classes, d'établissements : carte scolaire) ;
- de la préparation des projets de décisions d'affectation et de mutation régionales des personnels enseignant, administratif et technique de l'éducation en collaboration avec le corps d'inspection ;
- de la transmission avec avis des demandes de mutation inter-régionales à la direction de l'enseignement du troisième degré ;
- de la préparation des propositions de nomination et de promotion régionales des personnels enseignant, administratif et technique de l'éducation en collaboration avec le corps d'inspection ;
- de la coordination de l'animation et du contrôle pédagogiques des inspections pédagogiques ;
- de la réception de tous les rapports de titularisation et de visite. Les rapports de titularisation seront transmis à la direction de l'enseignement du troisième degré.

Le directeur régional de l'éducation transmet aux enseignants inspectés méritants ses encouragements et sanctionne les enseignants pour faute ou insuffisance professionnelle.

Art. 13 — La division des affaires administrative et financière est chargée conformément aux règles et aux procédures définies par les directions centrales :

- d'administrer le personnel de l'éducation en service dans la région ;
- d'assurer le secrétariat du directeur régional de l'éducation et les tâches de traitement du courrier, de dactylographie, de reprographie et de classement ;
- d'organiser un service des archives et de la documentation administrative ;
- de préparer le budget de la direction régionale de l'éducation et d'assurer la synthèse des projets des budgets des inspections et établissements de la région ;
- de présenter le projet de budget global de la direction régionale de l'éducation ;
- d'assurer la gestion des crédits alloués à la direction régionale de l'éducation ainsi que le suivi des crédits alloués aux inspections et établissements ;
- d'assurer la gestion matérielle, l'inventaire des infrastructures et équipements de la direction régionale et des services placés sous son autorité (notamment le parc automobile) et de veiller à leur entretien, à leur maintenance et à leur amortissement ;
- de vérifier, sur instructions du directeur régional, la collecte, la répartition et l'utilisation des frais d'écolage dans le territoire d'exercice.

Art. 14 — La division de la planification est chargée conformément aux règles et aux procédures définies par les directions centrales :

- de piloter les enquêtes, de traiter, d'analyser l'ensemble des études statistiques (enquêtes permettant de constituer les tableaux de bord régionaux nécessaires à la mise en œuvre de la carte scolaire, de la gestion du personnel et de l'évaluation du système éducatif ;
- d'effectuer les études relatives aux modifications, construction, extension, réfection des bâtiments scolaires et d'en contrôler l'exécution ;
- d'assurer l'équipement et la maintenance des infrastructures scolaires ;
- d'initier, de gérer et d'assurer le suivi des projets exécutés dans la région ;
- d'évaluer l'aspect régional des projets éducatifs ;
- de définir, de conduire et ou de participer à des études sur le système éducatif.

Art. 15 — La division des examens et concours est chargée conformément aux règles et aux procédures définies par les directions centrales :

- de veiller à l'enregistrement des candidatures dans les différents établissements et dans les inspections et de procéder, après vérification des dossiers, à l'établissement des listes régionales en vue de leur transmission à la direction des examens et concours et aux directions de l'enseignement ;
- de procéder à la collecte des sujets d'examen et concours en vue de leur transmission à la direction des examens et concours ;

- de proposer à la signature du ministre de l'éducation nationale et de la recherche la création des centres d'examens et concours ;
- de préparer à la signature du ministre de l'éducation nationale et de la recherche la nomination des jurys de surveillance et de correction.

TITRE III

NOMINATION ET ATTRIBUTIONS DU DIRECTEUR REGIONAL DE L'EDUCATION

Chapitre I

CONDITIONS DE NOMINATION

Art. 16 — Le directeur régional de l'éducation est nommé par arrêté du ministre de l'éducation nationale et de la recherche parmi les fonctionnaires de la catégorie A1, spécialisés dans le domaine de la science de l'éducation et ayant au moins dix (10) ans d'ancienneté.

Chapitre II

COMPETENCES

Art. 17 — Le directeur régional de l'éducation est placé sous l'autorité du secrétaire général. Il est le représentant des directions générales et des directions. A ce titre, il est au plan technique le collaborateur des directeurs généraux et des directeurs.

Art. 18 — Le directeur régional de l'éducation est le chef hiérarchique de tous les responsables des services de l'éducation et de la recherche installés dans la région.

Art. 19 — Le directeur régional de l'éducation rend compte de ses activités aux directeurs concernés et adresse copie ou ampliation de ses actes au secrétaire général.

Art. 20 — Le directeur régional de l'éducation est ordonnateur secondaire délégué de l'ensemble des crédits affectés aux services de l'éducation relevant de la région.

Art. 21 — Le directeur régional de l'éducation signe les autorisations d'absence conformément aux dispositions réglementaires (3 à 8 jours). Il signe également les autorisations de départ en congé annuel et en congé de maternité conformément aux décisions ministérielles.

Art. 22 — Le directeur régional de l'éducation délivre l'autorisation d'ouverture et de fermeture des classes au sein des établissements existants dans la région après accord du ministre de l'éducation nationale et de la recherche.

Art. 23 — Le directeur régional de l'éducation fait étudier les demandes d'ouverture et de fermeture d'établissements publics et privés et transmet les rapports techniques et pédagogiques aux directions concernées.

Art. 24 — Le directeur régional de l'éducation coordonne l'organisation et le déroulement des examens et concours sur le plan régional.

Art. 25 — Le directeur régional de l'éducation coordonne les différentes actions d'acquisition et de distribution des manuels scolaires et matériels didactiques pour les inspections et les établissements.

Art. 26 — Le directeur régional de l'éducation assure la liaison avec les responsables de services régionaux relevant des autres départements ministériels, les responsables des organisations non gouvernementales et des associations et syndicats impliqués en tant que partenaires dans le fonctionnement du système éducatif dans la région.

Art. 27 — Les chefs d'inspections pédagogiques, les chefs de divisions, de sections et de bureaux sont nommés par arrêtés du ministre de l'éducation nationale et de la recherche sur proposition du directeur régional.

TITRE IV

DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

Art. 28 — Le directeur régional de l'éducation est assisté pour l'exercice de ses responsabilités d'un conseil des inspecteurs qu'il préside. Ce conseil des inspecteurs regroupe tous les inspecteurs de la région et les chefs de services et de divisions concernés par l'ordre du jour. Il se réunit au moins une fois par trimestre. Dans ce conseil, le directeur régional de l'éducation :

- diffuse pour application les directives nationales et ses instructions particulières ;
- reçoit les suggestions des inspecteurs ;
- expose les problèmes qu'il entend soumettre au conseil ;
- étudie les mesures de carte scolaire et de gestion du personnel qui seront présentées à des organes consultatifs.

Art. 29 — Au sein de chaque direction régionale de l'éducation sont mis en place les organes consultatifs suivants :

- la commission régionale de la carte scolaire ;
- la commission régionale de la gestion des ressources humaines.

Art. 30 — La commission régionale de la carte scolaire est chargée d'examiner les propositions du directeur régional de l'éducation en vue d'une meilleure organisation des réseaux scolaires de la région.

La commission régionale est composée comme suit :

- le directeur régional de l'éducation : président ;
- le préfet de la région ou son représentant ;
- le chef de l'inspection du troisième degré ;
- le chef de l'inspection du deuxième degré ;
- deux représentants des inspecteurs du premier degré désignés par leurs pairs ;
- un représentant du bureau régional des parents d'élèves ;
- un représentant des syndicats d'enseignants de la région.

Le mandat des personnes désignées par leurs pairs est de trois ans renouvelable.

Art. 31 — La commission régionale de la gestion des ressources humaines est chargée d'examiner les propositions d'affectation et de mutation des personnels exerçant dans la région et d'émettre des avis. Elle est composée comme suit :

- le directeur régional de l'éducation : président ;
- le chef de l'inspection du troisième degré ;
- le chef de l'inspection du deuxième degré ;
- l'inspecteur du 1^{er} degré de la circonscription pédagogique concernée et un inspecteur désigné par ses pairs ;
- trois représentants des syndicats du premier, deuxième et troisième degrés ;
- deux représentants du bureau régional des parents d'élèves.

Art. 32 — Des arrêtés du ministre de l'éducation nationale et de la recherche préciseront l'organisation et le fonctionnement des inspections pédagogiques.

Art. 33 — Sont abrogées toutes les dispositions antérieures contraires au présent arrêté.

Art. 34 — Le secrétaire général du ministère de l'éducation nationale et de la recherche, les directeurs généraux et les directeurs sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté qui sera publié au *Journal Officiel*.

Lomé, le 12 mai 1997

Edo Kodjo Maurille AGBOBLI

Arrêté n° 53/MENR/CAB du 12/5/97 — M. Kodjo Sagbo, professeur de CEG, 1^{re} classe 2^e échelon, est nommé conseiller technique au ministère de l'Éducation nationale et de la Recherche chargé du suivi de la gestion de l'École Normale Supérieure (ENS) d'Atakpamé, des Ecoles Normales des Instituteurs (ENI) de Notsé et de Kara et de l'École Normale des Instituteurs des Jardins d'Enfants (ENIJE) de Kpalimé en remplacement de M. Abalo Alfa admis à faire valoir ses droits à la retraite.

Le présent arrêté prend effet pour compter de sa date de signature.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PÊCHE

Arrêté n° 13/MAEP/DAF du 7/5/97 — M. Baoulé Bakou Djena, journaliste administrateur de la Radiodiffusion, est nommé attaché de cabinet, chargé de presse au cabinet du ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche.

L'intéressé conserve son imputation budgétaire jusqu'au 31 décembre 1997

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 14/MAEP du 13/5/97 — M. Essobéhéyi Kambia, conseiller technique au cabinet du ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche est désigné en qualité de commissaire du gouvernement pour assister le ministre de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche et pour suivre les débats sur le projet de loi portant création des chambres régionales d'agriculture.

Fait à Lomé, le 13 mai 1997

Kokou Daké Dominique DOGBE

MINISTERE DU TOURISME ET DES LOISIRS

Arrêté n° 15/MTL du 12/5/97 — M. Komla Ignédi Komlavi Andréas n° mle 028731-D, professeur de 1^{re} classe 3^e échelon est nommé directeur des Loisirs par intérim.

La présente décision prend effet pour compter de la date de sa signature.

MINISTERE CHARGE DES RELATIONS AVEC LE PARLEMENT

Arrêté n° 1/MCRP/CAB du 2/5/97 — Délégation de signature est donnée à M. Agbodjavou Séwonou Kossi, conseiller technique au cabinet en ce qui concerne :

- les décisions accordant congés de maternité, congés administratifs et permissions d'absence pour tous les fonctionnaires et agents temporaires du cabinet ;
- la transmission des pièces, dossiers et documents à tous les autres services et ministères ;
- les ampliations des arrêtés et décisions signés du ministre ;
- les attestations de service aux membres du cabinet et aux agents du ministère ;
- la notation des cadres, agents permanents et temporaires en service au ministère ;

DIVERS

CAISSE DE RETRAITES DU TOGO

Décision n° 556/CRT-DP du 2/5/97 — Par application des dispositions de l'article 20, paragraphe IV de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, le taux de majoration pour enfants accordé à M. Amékoudji Koffi, contrôleur de 1^{re} classe 1^{er} échelon du corps du personnel des Postes et Télécommunications (indice 1150, pourcentage 75 %) est porté de 15 % à 20 % de sa pension principale sept cent dix sept mille sept cent cinquante six (717.756) francs l'an pour compter du 1^{er} mai 1996 au titre de son 5^e enfant : Kouami Anani M. né le 17 août 1974.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à cent quarante trois mille cinq cent cinquante deux (143.552) francs pour compter du 1^{er} mai 1996.

Décision n° 557/CRT-DP du 2/5/97 — Par application des dispositions de l'article 20, paragraphe IV de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, le taux de la majoration pour enfants accordée à M. Abaya Komlan, Technicien Supérieur de Navigation Aérienne de 1^{re} classe 3^e échelon (indice 1700, pourcentage 76,25 %) du corps du personnel de la Navigation Aérienne est porté pour compter du 1^{er} février 1997 de 20 % à 25 % de sa pension principale de un million cent trente deux mille six cent cinquante six (1.132.656) francs l'an au titre de son 6^e enfant Yayra né le 5 décembre 1980.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à deux cent quatre vingt trois mille cent soixante quatre (283.164) francs pour compter du 1^{er} février 1997.

Par application des dispositions de l'article 20, paragraphe VI de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, M. Abaya Komlan ne pourra plus bénéficier pour compter du 1^{er} février 1997 des allocations familiales au titre de son 6^e enfant sus-dénommé.

Décision n° 558/CRT/DP du 2/5/97 — Une pension civile d'ancienneté (indice 2800, pourcentage 80 %) au montant annuel de un million neuf cent cinquante sept mille deux cent quatre vingt seize (1.957.296) francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. Edoth Ananou Anoumou, médecin inspecteur de classe exceptionnelle du corps du personnel de la santé, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1997.

Il est également attribué sur les fonds de la même caisse à M. Edoth Ananou Anoumou pour compter du 1^{er} janvier 1997 une majoration pour enfants au taux de 20 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 5^e rang) ci-après désignés :

Sènou, né le 14 octobre 1969
Ezin, né le 1^{er} juillet 1971
Zinsi, née le 1^{er} juillet 1971
Dossou, né le 2 septembre 1974
Silété, né le 16 janvier 1979.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à trois cent quatre vingt onze mille quatre cent cinquante neuf (391.459) francs pour compter du 1^{er} janvier 1997.

Décision n° 559/CRT/DP du 2/5/97 — Une pension civile d'ancienneté (indice 800, pourcentage 80 %) au montant annuel de cinq cent cinquante neuf mille deux cent trente six (559.236) francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à Mme Buadu Adzoa Mawussimé, institutrice adjointe de 2^e classe 2^e échelon du corps du personnel de l'enseignement, admise à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} septembre 1996.

Il est également attribué sur les fonds de la même caisse à Mme Buadu Adzoa Mawussimé pour compter du 1^{er} septembre 1996 une majoration pour enfants au taux de 20 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 5^e rang) ci-après désignés :

Yao Afelete, né le 23 mai 1963
Kwaku Agbenoxevi, né le 27 mars 1968
Kossi Mensa, né le 28 novembre 1971
Afi Dodzi, née le 29 mars 1974
Akossiwa, née le 11 février 1979.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent onze mille huit cent quarante huit (111.848) francs pour compter du 1^{er} septembre 1996.

Mme Buadu Adzoa Mawussimé pourra prétendre, pour compter du 1^{er} septembre 1996 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de son enfant Kwomivi Lolonyo né le 7 novembre 1981.

Les retenues restant dues par Mme Buadu Adzoa Mawussimé au titre de validation seront déduites des arrérages de la présente pension.

Décision n° 560 CRT DP du 2/5/97 — Une pension civile d'ancienneté (indice 1900, pourcentage 75 %) au montant annuel de un million deux cent quarante cinq mille cent cinquante six (1.245.156) francs est attribuée sur les fonds de

la Caisse de Retraites du Togo à M. Somado-Hemazro Kangni Têko, conseiller adjoint d'orientation de 1^{re} classe 2^e échelon du corps du personnel de l'enseignement, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} septembre 1996.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. Somado-Hemazro Kangni Têko pour compter du 1^{er} septembre 1996 une majoration pour enfants au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Foli, né le 6 avril 1970
Kangni, né le 13 août 1972
Messan, né le 17 mars 1975
Dédégan Dzifa, née le 1^{er} janvier 1978
Folly Vignon, né le 26 décembre 1978
Kokoè Kafui, née le 16 août 1980.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à trois cent onze mille deux cent quatre vingt huit (311.289) francs pour compter du 1^{er} septembre 1996.

M. Somado-Hemazro Kangni Têko pourra prétendre, pour compter du 1^{er} septembre 1996 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de son 7^e enfant Kayi née le 23 mars 1983.

Décision n° 561/CRT/DP du 2/5/97 — Une pension civile d'ancienneté (indice 1000, pourcentage 75%) au montant annuel de six cent vingt quatre mille cent quarante quatre (624.144) francs pour compter du 1^{er} janvier 1994 et de six cent cinquante cinq mille trois cent quarante quatre (655.344) francs pour compter du 1^{er} juillet 1996 est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. KEGLOH Kodjovi Gudabla, adjoint technique d'Agriculture principal 3^e échelon, admis à la retraite.

Il est également attribue sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. KEGLOH Kodjovi Gudabla pour compter du 1^{er} janvier 1994, une majoration pour enfants au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Amavi Melowotso, née le 17 mars 1967
Adjoavi Djenowo, née le 05 mai 1969
Komlavi Midodzi, né le 24 mars 1970
Yaovi Tomekpé, né le 22 mars 1973
Amavi Kafui, née le 30 juin 1973
Kokou Mawuena J.M., né le 08 octobre 1975.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent cinquante six mille trente six (156.036) francs pour compter du 1^{er} janvier 1994 et à cent soixante trois mille huit cent trente six (163.836) francs pour compter du 1^{er} juillet 1996.

M. KEGLOH Kodjovi Gudabla pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1994 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 8^e au 17^e rang) ci-après désignés :

Koffivi Holanyo, né le 12 décembre 1980
Atsou Kossi, né le 02 août 1981
Atsroupui Essi, née le 02 août 1981

Yao Séna, né le 08 avril 1982
Kossi, né le 24 mars 1985
Afivi Mawuse, né le 07 juin 1985
Komi Messa, né le 17 septembre 1988
Koffitse Dodji, né le 24 février 1989
Abla Etonam, née le 08 juin 1993
Afiga Pélagie, née le 08 juin 1993.

Les retenues restant dues par M. KEGLOH Kodjovi Gudabla au titre de validation de périodes seront déduites des arrérages de la présente pension.

Décision n° 562/CRT/DP du 2/5/97 — Une pension civile d'ancienneté (indice 2800, pourcentage 75%) au montant annuel de un million sept cent quarante sept mille cinq cent quatre vingt quatre (1.747.584) francs pour compter du 1^{er} janvier 1996 et de un million huit cent trente quatre mille neuf cent soixante huit (1.834.968) francs pour compter du 1^{er} juillet 1996 est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. d'ALMEIDA Comlanvi, ingénieur de classe exceptionnelle du corps du personnel des Mines et de la Géologie, admis à la retraite.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. d'ALMEIDA Comlanvi, pour compter du 1^{er} janvier 1996, une majoration pour enfants au taux de 10% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 3^e rang) ci-après désignés :

Sophie Elisabeth, née le 18 septembre 1971
Zeudi Caure, née le 16 juin 1976
Yfter Biova, né le 12 décembre 1978.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent soixante quatorze mille sept cent cinquante neuf (174.759) francs pour compter du 1^{er} janvier 1996 et à cent quatre vingt trois mille quatre cent quatre vingt dix sept (183.497) francs pour compter du 1^{er} juillet 1996.

Les retenues restant dues par M. d'ALMEIDA Comlanvi au titre de validation seront déduites des arrérages de la présente pension.

Décision n° 563/CRT/DP du 2/5/97 — Une pension civile d'ancienneté (indice 1450, pourcentage 75%) au montant annuel de neuf cent cinquante mille deux cent cinquante six (950.256) francs pour compter du 1^{er} novembre 1993 et de neuf cent quatre vingt dix sept mille sept cent soixante quatre (997.764) francs pour compter du 1^{er} juillet 1996 est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à Mme DOSSOUVI Adjoavi Sika Angèle, institutrice principale 1^{er} échelon du corps du personnel de l'Enseignement, admise à la retraite.

Mme DOSSOUVI Adjoavi Sika Angèle pourra prétendre, pour compter du 1^{er} novembre 1993 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de son enfant Akouavi Astrid Bertille, née le 23 octobre 1974.

Les retenues restant dues par Mme DOSSOUVI Adjoavi Sika Angèle au titre de validation de périodes seront déduites des arrérages de la présente pension.

Décision n° 564/CRT/DP du 2/5/97 — Il est alloué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo pour compter du 2 novembre 1994, une pension de veuf à M. TOMEGAH,

époux de feu LAWSON Latré Sibi, agent de recouvrement 1^{re} classe 2^e échelon (indice 800, pourcentage 80%) décédée le 31 mai 1992. Le montant annuel de cette pension est fixé à deux cent soixante six mille deux cent quatre vingt dix huit (266.298) francs pour compter du 2 novembre 1994 et à deux cent soixante dix neuf mille six cent treize (279.613) francs pour compter du 1^{er} juillet 1996.

Décision n° 565/CRT/DP du 2/5/97 — Il est attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à chacune des veuves ci-après désignées :

HOUKENTA Madjatan Y. Hakpega née ABOLA pour compter du 16 mars 1994

HOUKENTA Madjatan Y. Féna née KANDA pour compter du 1^{er} janvier 1995,

épouses de feu HOUKENTA Madjatan Yovoa, brigadier-chef des Douanes 1^{er} échelon (indice 550, pourcentage 80%) en retraite, décédé le 12 avril 1992, une pension de veuve au montant annuel de quatre vingt onze mille cinq cent quarante (91.540) francs pour compter du 16 mars 1994 et de quatre vingt seize mille cent dix sept (96.117) francs pour compter du 1^{er} juillet 1996.

Décision n° 566/CRT/DP du 2/5/97 — Il est attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à chacune des veuves ci-après désignées :

Mme veuve KENOU Okpè, née KADJASSOU
Mme veuve KENOU Agbalè, née AGBO,

épouses de feu KENOU Adjina Koffi, agent technique de 1^{re} classe 1^{er} échelon (indice 1150, pourcentage 80%) du corps du personnel de la Santé en retraite, décédé le 31 juillet 1993, une pension de veuve au montant annuel de cent quatre vingt onze mille quatre cent trois (191.403) francs pour compter du 26 juillet 1994 et de deux cent mille neuf cent soixante treize (200.973) francs pour compter du 1^{er} juillet 1996.

Décision n° 567/CRT/DP du 2/5/97 — Il est attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à chacune des veuves ci-après désignées :

Mme veuve KETOH Afi, née AKOESSO
Mme veuve KETOH Sotohouè, née APEDO,

épouses de feu KETOH Komla Agbagba (Joseph), surveillant de 3^e échelon des Travaux Publics (indice 850, pourcentage 75%) en retraite, décédé le 21 janvier 1992, une pension de veuve au montant annuel de cent trente deux mille six cent trente (132.630) francs pour compter du 15 octobre 1995 à Mme veuve KETOH Afi, née AKOESSO et du 5 novembre 1995 à Mme veuve KETOH Sotohouè, née APEDO, et de cent trente neuf mille deux cent soixante trois (139.263) francs pour compter du 1^{er} juillet 1996.

Décision n° 568/CRT/DP du 2/5/97 — Il est attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à chacun des orphelins mineurs ci-après désignés (dans la limite de cinq enfants) :

Béyal, née le 28 février 1975
Bifari, né le 04 septembre 1976
Lébéname, né le 10 août 1978
Pamane, né le 06 octobre 1980

Lipougui, née le 06 juin 1982
Nanipo Lady, née le 22 juin 1986,

enfants de feu KOLANI Lamboni, instituteur principal 3^e échelon (indice 1650, pourcentage 75%) en retraite, décédé le 18 octobre 1994, une pension temporaire d'orphelins au montant annuel de cent deux mille neuf cent quatre vingt trois (102.983) francs pour compter du 1^{er} novembre 1994 et de cent huit mille cent trente deux (108.132) francs pour compter du 1^{er} juillet 1996.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de M. KOLANI Dagbime, administrateur des biens et tuteur des orphelins mineurs du de cujus.

Décision n° 569/CRT/DP du 2/5/97 — Il est attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à Mme veuve NAYO Dovi Afiavi née ADORGLOH épouse de feu NAYO Ankou Fiagbé, secrétaire des Greffes et Parquets de 2^e classe 4^e échelon (indice 700, pourcentage 75%) en retraite, décédé le 9 décembre 1993, une pension de veuve au montant annuel de deux cent vingt neuf mille trois cent soixante quatorze (229.374) francs pour compter du 1^{er} janvier 1999.

Il est également alloué sur les fonds de la même Caisse une pension temporaire d'orphelins au montant annuel de quarante trois mille six cent quatre vingt dix (43.690) francs pour compter du 1^{er} janvier 1994 et de quarante cinq mille huit cent soixante quinze (45.875) francs pour compter du 1^{er} juillet 1996 à chacun des orphelins ci-après désignés :

Kossi Etoussé, né le 19 octobre 1975
Kouami Adiavon, né le 20 mai 1978
Komi Watèba, né le 28 février 1981.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de Mme veuve NAYO Dovi Afiwa, chargée de leur tutelle.

Décision n° 570/CRT/DP du 2/5/97 — Une pension unique (indice 2050, pourcentage 42,50%) au montant de un million quatre cent cinquante mille soixante seize (1.450.076) francs équivalent à quatre (4) années de pension de veuve est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo en règlement pour solde de tout compte à Mme veuve KOMLAN Amavi née DRAVIE, épouse de feu KOMLAN Ayinavi, professeur de 2^e classe 2^e échelon du corps du personnel de l'Enseignement, décédé le 9 février 1995 en activité.

En application des dispositions de l'article 27, paragraphe IV, alinéa 2 de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, la pension de veuve prévue à l'article 1^{er} ci-dessus est limitée à un seul veuvage.

Il est également alloué sur les fonds de la même Caisse une pension temporaire d'orphelins au montant annuel de soixante douze mille cinq cent quatre (72.504) francs pour compter du 1^{er} mars 1995 et de soixante seize mille cent vingt neuf (76.129) francs pour compter du 1^{er} juillet 1996 à chacun des orphelins ci-après désignés :

Ayawa, née le 16 octobre 1980
Mawuena, né le 21 juillet 1983
Kossiwa Sika, née le 23 septembre 1984

Abla Elom, née le 08 juillet 1986
Kossi Mawuli, né le 14 juillet 1991.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de Mme KOMLAN Tchotcho née GUNN, administratrice des biens et tutrice des orphelins mineurs du de cujus.

Les retenues restant dues par feu KOMLAN Ayinavi au titre de validation seront déduites des arrérages de la présente pension.

Décision n° 582 CRT DP du 6/5/97 — Une pension unique (indice 850, pourcentage 73,75%) d'un montant de trois cent quarante sept mille sept cent quatre vingt quatre (347.784) francs équivalent à quatre (4) années de pension de veuve est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo, en règlement pour solde de tout compte à chacune des veuves ci-après désignées :

Mme veuve NIKABOU Salamotou, née OUTCHA
Mme veuve NIKABOU Azima, née WAKE
Mme veuve NIKABOU Méry, née SOULEMANE,

épouses de feu NIKABOU Zakari, maréchal des Logis 7^e échelon n° mle 1631 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, décédé en activité le 29 mai 1994.

Cette pension est augmentée d'une rente unique d'invalidité (indice 500, pourcentage 100%) afférente à l'indice initial de la catégorie des sous-officiers, d'un montant de deux cent soixante dix mille trois cent quatre vingt seize (277.396) francs équivalent à quatre (4) années de rente viagère.

En application des dispositions de l'article 27, paragraphe IV, alinéa 2 de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, la pension et la rente de veuve prévues à l'article 1^{er} ci-dessus sont limitées à un seul veuvage.

Il est également alloué sur les fonds de la même Caisse pour compter du 1^{er} juin 1994, une pension temporaire d'orphelins augmentée d'une rente d'invalidité temporaire à chacun des orphelins ci-après désignés (dans la limite de cinq) :

Dolibe, née le 12 janvier 1976
Djabi, née le 1^{er} août 1976
Gnandi, né en 1976
Adjoua, née le 1^{er} décembre 1980
Salifou, né le 12 février 1983
Safia, née le 25 mars 1984
Djamila, née le 14 janvier 1986
Malike, né le 21 mars 1986
Alassani, né le 22 septembre 1987
Aboubakar, né le 28 mars 1990
Soumaïla, né le 1^{er} mars 1993.

Le montant annuel de la pension temporaire d'orphelins augmentée de la rente d'invalidité temporaire allouée ci-dessus est fixé, pour compter du 1^{er} juin 1994, à quarante sept mille six cent quatre vingt quinze (47.695) francs et pour compter du 1^{er} juillet 1996 à cinquante mille quatre cents (50.080) francs en vertu des dispositions de l'article 28, paragraphe I, alinéa 4 de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991 et non aux résultats qu'ont donnés les calculs effectués sur la base du paragraphe I, alinéa 1 du même article.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins mineurs sus-dénommés seront versés entre les mains de M. GNON Kondi, administrateur des biens et tuteur des orphelins mineurs du de cujus.

Décision n° 583/CRT/DP du 6/5/97 — Une pension unique (indice 440, pourcentage 37,5%) d'un montant de deux cent soixante quatorze mille six cent vingt (274.620) francs équivalent à quatre (4) années de pension de veuve est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo, en règlement pour solde de tout compte à Mme veuve KOUTAOBA Kawéga née MABETA épouse de feu KOUTAOBA Sontoua, soldat de 1^{re} classe 5^e échelon n° mle 6672 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, décédé en activité le 27 janvier 1994.

Cette pension est augmentée d'une rente unique d'invalidité (indice 300, pourcentage 100%) afférente à l'indice initial des hommes de troupe, d'un montant de quatre cent quatre vingt dix neuf mille trois cent huit (499.308) francs équivalent à quatre (4) années de rente d'invalidité viagère.

En application des dispositions de l'article 27, paragraphe IV, alinéa 2 de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, la pension de veuve prévue à l'article 1^{er} ci-dessus est limitée à un seul veuvage.

Il est également alloué sur les fonds de la même Caisse une pension temporaire d'orphelins augmentée d'une rente temporaire d'invalidité pour compter du 22 décembre 1994 à chacun des orphelins mineurs ci-après désignés :

Makalgueba, née le 15 février 1989
Finima, né le 15 mars 1993.

Le montant annuel de la pension temporaire d'orphelins augmentée de la rente d'invalidité temporaire est fixé à trente quatre mille cinq cent trente six (34.536) francs pour compter du 22 décembre 1994 et à trente six mille deux cent soixante trois (36.263) francs pour compter du 1^{er} juillet 1996, en vertu des dispositions de l'article 28, paragraphe I, alinéa 4 de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991 et non aux résultats qu'ont donnés les calculs effectués sur la base du paragraphe I, alinéa 1 du même article.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins mineurs sus-dénommés seront versés entre les mains de M. KALANTIAN Mafamba, chargé de leur tutelle.

Décision n° 584/CRT/DP du 6/5/97 — Une pension unique (indice 480, pourcentage 58,75%) d'un montant de quatre cent soixante neuf mille trois cent cinquante (469.350) francs équivalent à quatre (4) années de pension de veuve est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo, en règlement pour solde de tout compte à Mme veuve ALIMA Eyanépingou née BATCHASSIDO, épouse de feu ALIMA Koffi, soldat de 1^{re} classe 6^e échelon du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, décédé en activité le 11 juin 1995.

Cette pension est augmentée d'une rente d'invalidité unique (indice 300, pourcentage 100%) afférente à l'indice initial des hommes de troupe, au montant de quatre cent quatre vingt dix neuf mille trois cent huit (499.308) francs équivalent à quatre (4) années de rente viagère.

En application des dispositions de l'article 27, paragraphe IV, alinéa 2 de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, la pension et la rente de veuve prévues à l'article 1^{er} ci-dessus sont limitées à un seul veuvage.

Il est également alloué sur les fonds de la même Caisse une pension temporaire d'orphelins augmentée de la rente temporaire d'invalidité pour compter du 1^{er} juillet 1995 à chacun des orphelins mineurs ci-après désignés :

N'Koba Mougouénaka, née le 06 juillet 1983
Kpamdjoulma Légnanaba, née le 04 mai 1987
Badjenta, née le 21 septembre 1989
Takona N'Fetga, né le 1^{er} juin 1992.

Le montant annuel de la pension temporaire d'orphelins et la rente d'invalidité est fixé à trente un mille quatre cent cinquante six (31.456) francs pour compter du 1^{er} juillet 1995 et à trente trois mille vingt neuf (33.029) francs pour compter du 1^{er} juillet 1996.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins mineurs ci-dessus seront versés entre les mains de M. KPEE Simféya Latanigah, chargé de leur tutelle.

Décision n° 585/CRT/DP du 6/5/97 — Une pension unique (indice 1100, pourcentage 71,25%) d'un montant de un million trois cent quatre mille quatre cent quarante quatre (1.304.444) francs équivalent à quatre (4) années de pension de veuve est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo, en règlement pour solde de tout compte à Mme veuve DOUMONI Adjoa née KOFFI, épouse de feu DOUMONI Laré, maréchal des Logis-chef 6^e échelon, n° mle 884 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, décédé en activité le 10 octobre 1994.

Cette pension est augmentée d'une rente unique d'invalidité (indice 500, pourcentage 100%) afférente à l'indice initial de la catégorie des sous-officiers, d'un montant de huit cent trente deux mille cent quatre vingts (832.180) francs équivalent à quatre (4) années de rente viagère.

En application des dispositions de l'article 27, paragraphe IV, alinéa 2 de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, la pension et la rente de veuve prévues à l'article 1^{er} ci-dessus sont limitées à un seul veuvage.

Il est également alloué sur les fonds de la même Caisse pour compter du 4 décembre 1994, une pension temporaire d'orphelins augmentée d'une rente temporaire d'invalidité à chacun des orphelins mineurs ci-après désignés :

Milibe, née le 23 juin 1986
Monnipak, né le 10 juin 1987
Moyème, née le 18 avril 1989.

Le montant annuel de la pension temporaire d'orphelins augmentée de la rente d'invalidité temporaire allouée ci-dessus est fixé, pour compter du 4 décembre 1994 à soixante seize mille deux cent quarante huit (76.248) francs et à quatre vingt mille soixante (80.060) francs pour compter du 1^{er} juillet 1996, en vertu des dispositions de l'article 28, paragraphe I, alinéa 4 de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991 et non aux résultats qu'ont donnés les calculs effectués sur la base du paragraphe I, alinéa 1 du même article.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins mineurs sus-dénommés seront versés entre les mains de M. DOUMOUNI Tempien Tadjia, administrateur des biens et tuteur des orphelins mineurs du de cujus.

Décision n° 586/CRT/DP du 6/5/97 — Une pension unique (indice 440, pourcentage 45%) d'un montant de trois cent vingt neuf mille cinq cent quarante quatre (329.544) francs équivalent à quatre (4) années de pension de veuve est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo, en règlement pour solde de tout compte à Mme veuve LAMBONI Afia née DJANGBIEGOU, épouse de feu LAMBONI Nambinibe, gendarme adjoint de 2^e classe n° mle 1191 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, décédé en activité le 8 janvier 1994.

Cette pension est augmentée d'une rente d'invalidité unique (indice 300, pourcentage 100%) afférente à l'indice initial des hommes de rang, d'un montant de quatre cent quatre vingt dix neuf mille trois cent huit (499.308) francs équivalent à quatre (4) années de rente viagère.

En application des dispositions de l'article 27, paragraphe IV, alinéa 2 de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, la pension et la rente de veuve prévues à l'article 1^{er} ci-dessus sont limitées à un seul veuvage.

Il est également alloué sur les fonds de la même Caisse une pension temporaire d'orphelins augmentée d'une rente d'invalidité temporaire à chacun des orphelins mineurs ci-après désignés dans la limite de cinq :

Damnoun, né le 16 septembre 1984
Yendoubé, né le 28 septembre 1985
Baktcholimim, née le 23 juin 1986
Mitchèbè, née le 03 juillet 1988
Banipo, né le 1^{er} février 1989
Mdiab, née le 27 août 1990.

Le montant de la pension temporaire d'orphelins augmentée de la rente d'invalidité temporaire allouée ci-dessus est fixé à trente un mille sept cent quatre vingt dix (31.790) francs pour compter du 26 juin 1994 et à trente trois mille trois cent quatre vingts (33.380) francs pour compter du 1^{er} juillet 1996 en application des dispositions de l'article 28, paragraphe I, alinéa 4 de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991 et non aux résultats qu'ont donnés les calculs effectués sur la base du paragraphe I, alinéa 1 du même article.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins mineurs sus-dénommés seront versés entre les mains de M. TCHATONGUE Laré Pogni, administrateur des biens et tuteur des orphelins mineurs du de cujus.

Décision n° 587/CRT/DP du 6/5/97 — Il est attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à Mme veuve BALLY Dédévi née ANKRAH épouse de feu BALLY Sakpa, adjudant 3^e échelon (indice 1050, pourcentage 78,75%) n° mle 016 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises en retraite, décédé le 16 mars 1996, une pension de veuve au montant annuel de trois cent quarante quatre mille cinquante huit (344.058) francs pour compter du 1^{er} avril 1996, trois cent soixante et un mille deux cent soixante (361.260) francs pour compter du 1^{er} juillet 1996.

Il est également alloué sur les fonds de la même Caisse une pension temporaire d'orphelins au montant annuel de soixante huit mille huit cent douze (68.812) francs pour compter du 1^{er} avril 1996 et de soixante douze mille deux cent cinquante deux (72.252) francs à chacun des orphelins ci-après désignés :

Bayonka, née le 1^{er} septembre 1975
Fintakpa, né le 29 décembre 1979
N'Mana, né le 16 juin 1983.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de M. BALLY Alouguéta, chargé de leur tutelle.

Décision n° 588/CRT/DP du 6/5/97 — Une pension unique (indice 1400, pourcentage 80%) d'un montant de un million huit cent soixante quatre mille quatre vingt quatre (1.864.084) francs équivalent à quatre (4) années de pension de veuve est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo en règlement pour solde de tout compte à Mme veuve OUMATE Badassawè née ADOYI, épouse de feu OUMATE Kanfidine, adjudant-chef n° mle 0735 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, décédé en activité le 11 avril 1995.

Cette pension est augmentée d'une rente unique d'invalidité (indice 500, pourcentage 100%) afférente à l'indice initial de la catégorie des sous-officiers, d'un montant de huit cent trente deux mille cent quatre vingt (832.180) francs équivalent à quatre (4) années de rente viagère.

En application des dispositions de l'article 27, paragraphe IV, alinéa 2 de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, la pension et la rente de veuve prévues à l'article 1^{er} ci-dessus sont limitées à un seul veuvage.

Il est également alloué sur les fonds de la même Caisse, une pension temporaire d'orphelins augmentée d'une rente temporaire d'invalidité à chacun des orphelins mineurs ci-après désignés :

Banyatié, née le 17 avril 1978
Monipo, né le 11 décembre 1979
Labité, né le 21 octobre 1982
Toriyéne, née le 27 février 1985.

Le montant annuel de la pension temporaire d'orphelins augmentée de la rente d'invalidité temporaire allouée ci-dessus est fixé à quatre vingt dix huit mille cent quatre vingt dix sept (98.197) francs pour compter du 1^{er} mai 1995 et à cent trois mille cent sept (103.107) francs pour compter du 1^{er} juillet 1996 en application des dispositions de l'article 28, paragraphe I, alinéa IV de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991 et non aux résultats qu'ont donnés les calculs effectués sur la base du paragraphe I, alinéa I du même article.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins mineurs sus-dénommés seront versés entre les mains de M. OUMATE Kankpé, administrateur des biens et tuteur des orphelins mineurs du de cujus.

Décision n° 589/CRT/DP du 2/5/97 — Une pension militaire d'ancienneté (indice 480, pourcentage 65%) au montant annuel de deux cent cinquante neuf mille six cent

quarante quatre (259.644) francs pour compter du 1^{er} mai 1996 et de deux cent soixante douze mille six cent vingt huit (272.628) francs pour compter du 1^{er} juillet 1996 est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. N'DJERBI Magbein, soldat de 1^{re} classe 6^e échelon n° mle 2612 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, admis à la retraite.

M. N'DJERBI Magbein pourra prétendre, pour compter du 1^{er} mai 1996 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 3^e rang) ci-après désignés :

Pigni, né le 22 avril 1983
Powon, née le 12 mai 1986
Dana, né le 12 mai 1986.

Décision n° 590/CRT/DP du 6 5 97 — Une pension militaire d'ancienneté (indice 850, pourcentage 80%) au montant annuel de cinq cent soixante cinq mille huit cent quatre vingt quatre (565.884) francs pour compter du 1^{er} mai 1996 et de cinq cent quatre vingt quatorze mille cent soixante dix huit (594.178) francs pour compter du 1^{er} juillet 1996 est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. TEHEWA Samza Joseph, maréchal des Logis 4^e échelon n° mle 1079 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, admis à la retraite.

Il est également alloué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. TEHEWA Samza Joseph pour compter du 1^{er} mai 1996, une majoration pour enfants au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Atévémbo, né le 11 novembre 1974
P'Kétinwè, née le 13 juin 1975
Palamwè, né le 15 janvier 1978
Assimnam, né le 03 février 1978
Pissinawè, né le 30 décembre 1978
Natioufeï, né le 30 décembre 1978.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent quarante un mille quatre cent soixante onze (141.471) francs pour compter du 1^{er} mai 1996 et à cent quarante huit mille cinq cent quarante cinq (148.545) francs pour compter du 1^{er} juillet 1996.

Décision n° 591/CRT/DP du 6/5/97 — Une pension militaire d'ancienneté (indice 850, pourcentage 72,5 %) au montant annuel de cinq cent trente huit mille quatre cent soixante seize (538.476) francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. Tsédi Ati Kodjo, maréchal des logis 7^e échelon n° mle 542 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} septembre 1996.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. Tsédi Ati Kodjo pour compter du 1^{er} septembre 1996 une majoration pour enfants au taux de 20 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 5^e rang) ci-après désignés :

Kossi, né le 19 juillet 1970
 Yao Ati, né le 20 mai 1971
 Agbénouwossi, né en 1974
 Kodzo, né le 15 novembre 1976
 Kodio Edem, né le 20 novembre 1978.

Ce taux est porté à 25 % pour compter du 1^{er} novembre 1996 au titre de son enfant du 6^e rang Komlan Fafaneva né le 14 octobre 1980.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent sept mille six cent quatre vingt seize (107.696) francs pour compter du 1^{er} septembre 1996 et à cent trente quatre mille six cent dix neuf (134.619) francs pour compter du 1^{er} novembre 1996.

M. Tsédi Ati Kodjo pourra prétendre, pour compter du 1^{er} septembre 1996 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 6^e au 12^e rang) ci-après désignés :

Komlan Fafaneva, né le 14 octobre 1980
 Edoh Akofa, née le 1^{er} décembre 1986
 Dzigbodi, née le 3 août 1987
 Kafui, née le 6 septembre 1989
 Yao Mawuko, né le 17 mai 1990
 Hyacinthe, né le 17 août 1991
 Yawa Akpedze, né le 1^{er} juillet 1993.

Par application des dispositions de l'article 20, paragraphe VI de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, M. Tsédi Ati Kodjo ne pourra plus bénéficier des allocations familiales au titre de son enfant du 6^e rang Komlan Fafaneva né le 14 octobre 1980 pour compter du 1^{er} novembre 1996.

Décision n° 592/CRT/DP du 6/5/97 — Une pension militaire proportionnelle (indice 420, pourcentage 37,5 %) au montant annuel de cent trente sept mille six cent vingt huit (137.628) francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. Laré Yendoubane, soldat de 1^{re} classe 4^e échelon n° mle 10870 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, admis à la retraite pour invalidité.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} novembre 1996.

Par application des dispositions de l'article 25, paragraphe III de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, il est attribué sur les fonds de la même Caisse à M. Laré Yendoubane, pour compter du 5 juillet 1996 au 5 juillet 1999 une rente d'invalidité temporaire (indice 300, pourcentage 45 %) afférente à l'indice initial de la catégorie des hommes de troupes, d'un montant annuel de cent dix sept mille neuf cent soixante deux (117.962) francs.

M. Laré Yendoubane pourra prétendre, pour compter du 1^{er} novembre 1996 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-dessus désignés :

Natanma, né le 20 octobre 1991
 Djadani, né le 15 juin 1993
 Tibé, né le 18 août 1994
 Yemboime, né le 12 mai 1996
 Pakiyendou, née le 12 mai 1996
 Bégoli, née le 21 août 1996.

Décision n° 593/CRT/DP du 6/5/97 — Par application des dispositions de l'article 20, paragraphe IV de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, il est alloué sur les fonds de la Caisse de

Retraites du Togo à M. Dogli Kokou Agbélenko, caporal-chef 5^e échelon n° mle 0894 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, une majoration pour enfants au taux de 10 % de la pension principale trois cent onze mille vingt huit (311.028) francs l'an pour compter du 1^{er} février 1996 et de trois cent vingt six mille cinq cent quatre vingt (326.580) francs pour compter du 1^{er} juillet 1996 au titre de ses enfants ci-après désignés :

Kotti, né le 5 juillet 1974
 Koffitchè, né le 5 juillet 1974
 Kossivi, né le 31 octobre 1976

Le montant annuel de cette majoration est fixé à trente et un mille cent trois (31.103) francs pour compter du 1^{er} février 1996 et à trente deux mille six cent cinquante huit (32.658) francs pour compter du 1^{er} juillet 1996.

Par application des dispositions de l'article 20, paragraphe VI de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, M. Dogli Kokou Agbélenko ne pourra plus bénéficier des allocations familiales au titre de son enfant Kossivi né le 31 octobre 1976 pour compter du 1^{er} février 1996.

Décision n° 594/CRT/DP du 6/5/97 — M. Télou N'Gbendiwè, soldat de 1^{re} classe 6^e échelon n° mle 2654 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises pourra prétendre pour compter du 1^{er} mars 1997 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de son enfant Gnimdou né le 11 juillet 1996.

Décision n° 602/CRT/DP du 6/5/97 — Une pension d'ancienneté (indice 550, pourcentage 65 %) au montant annuel de deux cent quatre vingt dix sept mille cinq cent quatre (297.504) francs pour compter du 1^{er} mai 1996 et à trois cent douze mille trois cent quatre vingt (31.380) francs pour compter du 1^{er} juillet 1996 est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. Adjanoh Foli, caporal 6^e échelon n° mle 2313 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, admis à la retraite.

M. Adjanoh Foli pourra prétendre, pour compter du 1^{er} mai 1996 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 4^e rang) ci-après désignés :

Assiagbon, né le 25 mars 1979
 Ayélé, née le 1^{er} avril 1979
 Ayoko, née le 21 avril 1981
 Akoé, né le 6 février 1989.

RECTIFICATIF du 2/5/97 à l'arrêté n° 187/MEF/CR du 30 mars 1990 portant concession d'une pension d'orphelins

Au lieu de :

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins ci-dessus dénommés seront versés entre les mains de M. Gbétéglo Akouété, tuteur des orphelins du de cujus.

Lire :

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins sus-dénomés seront versés entre les mains de Mme Kanyi Ayoko veuve Gbétéglo, chargée de leur tutelle.

Le reste sans changement.